



DOSSIER

QUAND AGRICULTURE RIME AVEC GÉOPOLITIQUE

Sous la direction de Barah Mikail
chercheur à l'IRIS

20 octobre 2009

A trop jouer les crises... plus dure sera la chute

Le chiffre, aussi scandaleux soit-il, ne répond à rien de nouveau. Et pourtant, il convient d'y insister : selon la FAO, aujourd'hui, ce sont plus d'un milliard de personnes qui ne mangent pas à leur faim. Et il ne faudra probablement pas s'attendre à une amélioration dans les années à venir. Les politiques agricoles contemporaines, et le " productivisme contre-productif " les sous-tendant, sont loin d'être à la hauteur des défis ; la population va croissante, portant très logiquement en germe le risque d'une extension du nombre de personnes vivant en état de " malnutrition " ; et quand bien même ce sont des raisons structurelles qui expliquent en bonne partie cette inquiétante situation, cela ne saurait pour autant nous faire oublier l'importance des déséquilibres provoqués par des aléas climatiques dont les effets ne sont pas plus près de s'estomper. Devant de telles perspectives, et avec les appréhensions que nous sommes en droit d'entretenir, on n'ose même plus s'interroger sur les réalités qui s'imposeront à la planète quand elle connaîtra, à l'horizon 2050, ses 9 milliards d'habitants.

Comble de la situation, il s'avère que, sur l'ensemble des personnes vivant aujourd'hui en état de malnutrition et/ou de sous-alimentation chronique, les trois quarts sont des paysans ou des travailleurs agricoles. Soit des individus censés être les premiers à pouvoir puiser dans les bienfaits d'une terre dont ils connaissent et maîtrisent les richesses et leurs moyens de fructification. Mais le monde contemporain est loin d'être à un paradoxe près. Pour preuve : c'est au niveau des régions les plus fertiles du globe que l'on rencontre le plus fréquemment ce phénomène. Ce que l'on appelle communément la " ceinture verte " du globe (l'Amérique centrale et une partie de l'Amérique méridionale, la zone s'étendant horizontalement de l'Afrique de l'Ouest à la Corne de l'Afrique, ainsi que la péninsule indochinoise et le sous-continent indien) s'avère ainsi être à mille lieues de son potentiel agricole réel. Et, une fois encore, on voit mal comment cette situation peut être interprétée autrement que du fait de politiques macro-économiques inadaptées, combinées parfois à un certain poids de l'histoire (le cas de la colonisation, pour le continent africain notamment), ainsi qu'à une trop forte propension à voir dans la culture du chiffre et du profit brut le gage d'une recette gagnante. Les émeutes de la faim, ainsi que l'accroissement de la part prise aujourd'hui par le Quart-Monde, nous montrent pourtant combien il a été facile de foncer droit dans le mur. Mais au chapitre du changement, rien d'inscrit pour autant, ou presque.

Cyniquement, on peut affirmer qu'il n'y a pas pour autant grand-chose de neuf sous les cieux alimentaires contemporains. Dans la décennie 1970 déjà, les phénomènes de malnutrition avaient été pointés du doigt par un ensemble d'instances, dont la FAO. A l'époque, tout le monde savait que, parallèlement aux perspectives prévalant à plusieurs endroits en Asie, ce sont les habitants du continent africain qui figuraient au rang des francs démunis de la planète. C'est ce qui justifiera d'ailleurs le long des années qui suivront, images d'enfants affamés à l'appui, les récoltes de fonds et le développement d'initiatives et actions multiples en faveur d'une amélioration de la condition de " l'Africain moyen ". Images-choc, opérations de sensibilisation et création d'ONG dédiées diverses n'amélioreront néanmoins pas la situation. Si l'on en croit les chiffres fournis en la matière, la part brute de personnes souffrant de malnutrition a plus que doublé en l'espace de 35 ans.

Evidemment, ce constat, aussi amer soit-il, ne mérite pas moins d'être analysé dans certaines de ses représentations les plus parlantes. C'est tout l'objet de ce dossier que de vouloir, au travers d'approches formulées par des spécialistes chevronnées des enjeux agricoles contemporains, donner quelques clés nécessaires pour la bonne assimilation d'un sujet aussi déterminant. Car, à un moment où les relations internationales et la géopolitique s'alimentent d'un ensemble large de considérations, il demeure étonnant de voir à quel point des questions aussi nodales que les logiques afférentes à l'alimentation de l'humanité continuent à pâtir d'une couverture qui est loin d'être à la hauteur de l'enjeu. Pourtant, derrière les émeutes de la faim qui ont récemment marqué l'actualité, on voyait clairement pointer un risque d'ébullition sociale. Et celle-ci, particulièrement quand elle émanait d'une faim, porte en elle le risque d'une déstabilisation des gouvernements en place. " Chiens affamés n'ont pas d'oreille ", dit en effet le proverbe, à raison.

Et pourtant, aujourd'hui, et à un moment où la crise financière a montré les limites du système économique actuel, on tarde toujours à savoir si l'ordre économique qui succédera, à supposer qu'il puisse être concrètement initié, pourra partir sur des bases plus vertueuses. Incontestablement, le jour (hypothétique ?) où l'humanité connaîtra un reflux durable de la part d'affamés la constituant, on pourra croire qu'une dynamique noble et vertueuse aura été enfin engagée. Or, pour l'heure, rien n'indique que les signes d'une telle émancipation soient au rendez-vous. A partir de là... plus dure sera la chute, croit-on devoir penser, amèrement. La faim est pourtant loin d'être une fatalité. Quant à la fin du scandale alimentaire mondial, elle s'avère être un impératif bel et bien à portée de main. L'occasion, quant à elle, reste encore donnée pour agir vite et bien. ■

Faim des villes, faim des campagnes : le retour du politique?

Pierre Blanc,
Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM)

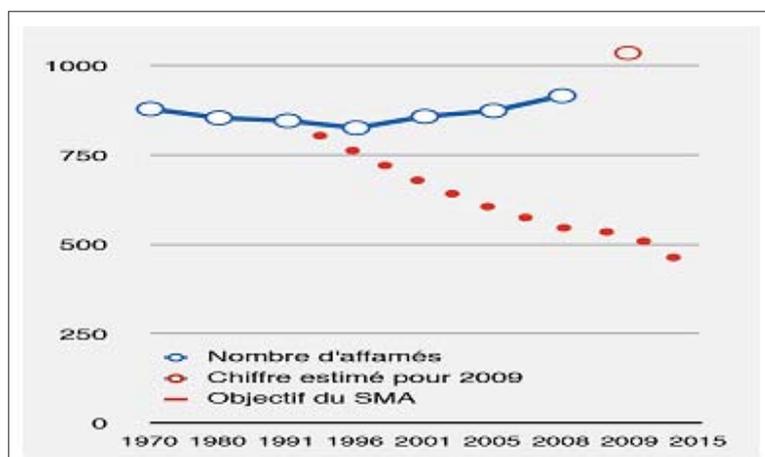
Les " émeutes de la faim " ont fait couler beaucoup d'encre jusqu'ici. Mais ce, sans pour autant faire consensus quant aux raisons concrètes et précises de leur éclatement. Or, la délimitation des facteurs et éléments ayant effectivement mené à ces situations mérite d'être esquissée, notamment au travers d'une approche se trouvant à la jonction des disciplines historique et économique. La crise alimentaire actuelle répond en effet à des motifs qui n'auront probablement pas été assez ou correctement soulignés, mais qui s'avèrent fondamentaux pour qui est attaché à la formulation de solutions payantes et durables.

Faut-il parvenir au terrible chiffre d'un milliard d'habitants vivant en état de sous-alimentation pour prendre conscience d'un mal aussi massif ? Peu présente dans les agendas politiques, cette question de l'insécurité alimentaire semble en tout cas redevenir un sujet de préoccupation majeur, en tout cas mesuré à l'aune des déclarations¹ et des nombreux rapports des organisations internationales qui lui sont consacrés. Et elle retrouve d'ailleurs une grande acuité, autant - sinon plus - par l'insécurité qu'elle provoque en termes géopolitiques² que par le sort tragique de ceux qu'elle affecte.

Les trois moments de la crise alimentaire

Les récentes émeutes de la faim, nées de la soudaine inflation des prix agricoles des années 2007 et 2008, sont venues rappeler la précarité de millions d'hommes et de femmes dans l'incapacité d'assouvir un besoin fondamental : celui de se nourrir. Pourtant, avant même que cette crise d'agflation ne redonne une actualité vibrante à un mal terrible et finalement peu médiatisé depuis que les grandes famines avaient heureusement disparu, l'insécurité alimentaire touchait déjà beaucoup de personnes bien plus nombreuses que les nouvelles victimes de la crise (cf. graphique 1).

Graphique 1 : Évolution de la faim dans le monde

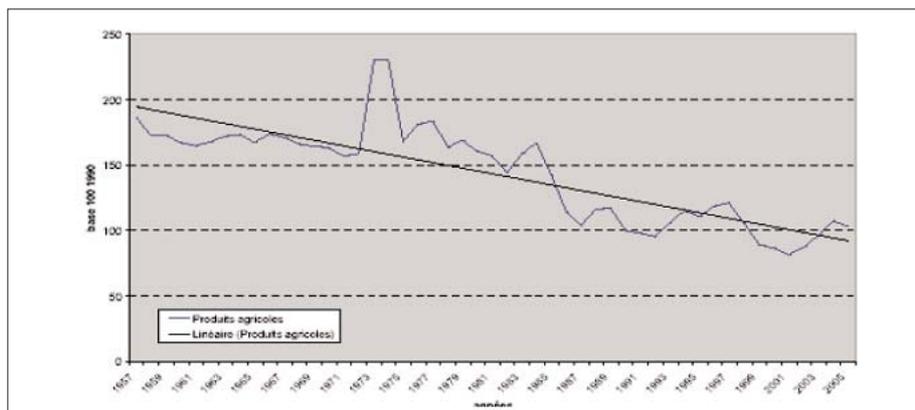


Source : FAO, 2009

Certes, ce mal avait reculé fortement en quatre décennies : si en 1965, 950 millions d'habitants étaient touchés par la sous-alimentation sur une population qui en comptait plus de 3 milliards, soit plus de 30%, cette proportion était de 12% au début de la décennie 2000. En valeur absolue, ceci représentait environ 850 millions d'habitants de la planète à la veille de la nouvelle crise³ (sans compter les personnes atteintes de malnutrition, encore appelée la faim cachée (hidden hunger), recensées par les Nations unies).

Cette population fragilisée dans son accès à la nourriture était jusqu'à l'heure pour l'essentiel rurale : dans un contexte de baisse tendancielle des prix agricoles⁴, lié notamment à la guerre commerciale entre les États-Unis et l'Union européenne et à l'émergence de pays exportateurs aux faibles coûts de production, beaucoup de paysans se sont retrouvés ruinés et donc dans l'incapacité de satisfaire leurs besoins alimentaires (graphique 2). Cette situation est venue porter un coup fatal à des paysanneries souvent peu épaulées par des gouvernements frappés d'impéritie, et par ailleurs soumis aux plans d'ajustements structurels de leurs économies après des années d'endettement peu rentable.

Graphique 2 : évolution des cours agricoles depuis 1957



Source : CERI-Sciences po

Avec le soudain renchérissement des prix agricoles observé dès 2007, et dont les paysans du tiers monde n'ont pas forcément profité - leur accès au marché étant des plus aléatoires -, ce sont des populations urbaines⁵ qui ont donc pour partie basculé, momentanément mais brutalement, dans l'insécurité alimentaire. Touchant des territoires où les mobilisations sociales sont facilitées par la densité des populations, cette situation a eu des répercussions parfois brutales, avec son cortège de victimes, en Amérique du Sud - au Mexique notamment -, en Afrique Noire, en Asie, et dans une moindre mesure en Méditerranée.

Les causes de cette crise sont maintenant connues. Des facteurs conjoncturels - aléas climatiques - ont tendu une situation dans un contexte de stocks de plus en plus rares du fait notamment des politiques de restriction de l'offre en Europe et aux États-Unis. D'autre part, la corrélation entre l'accroissement des prix du pétrole et la hausse des prix agricoles ne peut être ignorée.

A cela, se sont adjoints des facteurs plus structurels, comme l'accroissement de la demande de produits alimentaires en provenance de pays émergents (Chine et Inde) qui comptent considérablement sur le plan démographique. Parmi les causes structurelles, il ne fait pas de doute que l'orientation des politiques de développement agricole figure également au premier plan. Celles-ci ont en effet poussé au développement de cultures de rente au détriment des produits de base (dont les céréales) dans le but notamment d'améliorer les capacités de remboursement de la dette extérieure.

Deux facteurs plus inédits ont aussi contribué à la tension sur les marchés. D'une part, l'éviction de terres agricoles au profit de la production d'agro-carburants a contribué à l'atténuation des volumes produits dans un contexte peu favorable (stocks faibles et mauvaises récoltes)⁶. Quant à la spéculation, en se jouant du contexte haussier, elle a pour le coup conforté la tendance. De fait, le fonctionnement des marchés dérivés, qui fournit la possibilité de couvrir les risques de hausse et de baisse des prix, a été déformé par l'afflux de capitaux attirés par la possibilité - semble-t-il renforcée par la globalisation - d'investir sur les matières premières sans avoir au final à les acheter⁷.

A la faim dans les campagnes s'est donc ajoutée, avec la crise alimentaire de 2007-2008, un accroissement soudain de la faim dans les villes.

Pour l'heure les prix agricoles sont revenus à un niveau assez bas par rapport à ceux de 2008 mais demeurent quand même supérieurs à ceux d'avant 2005. Pour autant, sur le front de la faim, la situation ne semble pas en passe de s'améliorer eu égard à la crise économique qui secoue le monde depuis la ruine de Lehman brothers, véritable détonation dans un système financier explosif et instable.

Après avoir enclenché ses séquences économique, sociale et politique, cette nouvelle crise est sans précédent depuis celle de 1929. Mais à la différence de celle-ci, dont la cause première fut la crise agricole de la fin des années 1920, elle est très peu liée aux conjonctures agricoles, cependant qu'elle a fait de nouvelles victimes de la sous-alimentation. Ainsi, selon la FAO, le nombre de victimes s'est accru de 100 millions de personnes entre 2008 et 2009. Cette crise est donc en quelque sorte le troisième moment de l'histoire contemporaine de la faim dans le monde, après la crise profonde des campagnes et celle plus explosive des villes.

Selon la FAO⁹, les causes des nouveaux basculements dans la faim sont multiples : la chute des IDE vers les pays en développement, la réduction des échanges internationaux, facteur de recul des revenus d'exportations pour ces mêmes pays, la baisse des remises financières des populations émigrées, le recul de l'aide publique au développement et, partant, de certains programmes de protection sociale des plus pauvres, le renchérissement du service de la dette extérieure, la contraction du crédit, sont autant de facteurs du ralentissement économique qui s'est traduit par une accélération de la paupérisation, y compris dans les pays développés dont le nombre de personnes sous-alimentées a le plus augmenté en proportion¹⁰.

Le retour du politique ?

Affectant des aires particulières en fonction des périodes, les crises alimentaires contemporaines finissent par se conjuguer : la crise des campagnes était toujours d'actualité quand l'inflation des prix agricoles est venue frapper les villes.

Nommer les crises et les appréhender en termes d'espace et de temps ne vise donc pas à les séparer artificiellement, encore moins à les opposer. En les distinguant, il s'agit plutôt de mieux identifier leurs causes afin d'appréhender plus finement les possibilités d'action qui s'offrent. Elles sont aussi bien sociales qu'économiques, et se distinguent par l'échelle de temps dans laquelle elles peuvent se déployer et par le niveau des acteurs qui les mettent en œuvre, en vertu du nécessaire principe de subsidiarité, qui veut que ne soit accompli par l'échelon supérieur que ce qui ne peut pas l'être par l'échelon inférieur.

Il n'est pas utile ici d'appréhender de façon exhaustive les solutions aux crises alimentaires que nous venons de qualifier car elles sont très nombreuses et parfois spécifiques à certains territoires. Tout au plus, pouvons-nous évoquer quelques axes qui peuvent en constituer la trame.

Si la violente crise actuelle fait de nouvelles victimes de la sous-alimentation, son déterminisme renvoie peu à l'économie agricole et rurale. Ceci ne justifie donc pas un faisceau de solutions qui emprunteraient spécifiquement à l'agro-économie. Les réponses sont davantage de l'ordre de la macro-économie et de la régulation financière et économique, en particulier à l'échelle multilatérale.

Inflation et volatilité : quelques pistes d'action

La crise d'inflation des années 2007-2008 a en revanche un contenu plus directement sectoriel dans ses causes et ainsi dans ses traitements. La hausse des prix au cours de cette crise puis le rapide retournement de conjoncture sont venus démontrer le caractère volatil des prix agricoles en dépit d'une libéralisation en cours qui devait la réduire (voir encadré). Selon un rapport FAO-OCDE cette volatilité devrait se confirmer dans la prochaine décennie, tandis que les prix devraient rester à des niveaux supérieurs à ceux de la décennie 1997-2007. Partant, de nouvelles crises alimentaires liées à l'inflation agricole devraient se reproduire dans un avenir proche.

Volatilité et libéralisation : les termes du débat

Cette hausse s'est poursuivie d'une chute également très forte, soulignant ainsi le caractère très volatil des prix agricoles. Cette volatilité était pourtant supposée être combattue par la libéralisation des échanges agricoles engagée depuis deux décennies avec l'inclusion de la question agricole dans l'agenda des négociations internationales à partir de 1986. Selon la théorie des systèmes aléatoires appliquée aux marchés agricoles où l'aléa est plutôt d'origine climatique, si les fluctuations de prix sont dues à la météorologie, alors la libéralisation s'impose comme un moyen d'y remédier. En quelque sorte, on compte sur la " Loi des grands nombres " pour qu'une multitude de petits chocs indépendants, en l'occurrence provoqués par des accidents climatiques, voient leurs effets s'annuler sur un marché mondial élargi et de ce fait stabilisé. Or, force est d'admettre que, à la lecture des faits, les marchés relativement libéralisés ne sont pas parvenus à prévenir l'instabilité. Ceci suffit-il pour autant à clore le débat sur les liens entre libéralisation et volatilité ?

D'un côté, ce rapport de causalité entre libéralisation externe et volatilité est soumis à critique, notamment par le coordinateur du rapport FAO-OCDE, Pavel Vavra. Récemment, celui-ci faisait remarquer que la crise avait été intensifiée par les restrictions sur les exportations de blé et de riz. Il s'exprimait ainsi clairement en faveur d'une connexion accrue des marchés : " Evidemment la volatilité est dangereuse pour les plus pauvres, et il faut y apporter des réponses d'urgence, mais des marchés ouverts peuvent atténuer les chocs "13.

Pour les pourfendeurs de la libéralisation, cette crise-là souligne au contraire que la volatilité se développe avec l'ouverture des économies. Plus que des systèmes de " type aléatoire ", où les différences tendent à s'annuler quand on les regroupe, il se pourrait alors que les marchés agricoles se comportent comme des systèmes de " type chaotique " qui sont réputés connaître une amplification de leurs variations quand on les connecte. Et dans le cas présent, l'incidence de la libéralisation sur la volatilité pourrait s'expliquer à l'aune du développement de la spéculation qui a joué un rôle important dans cette crise-là.

Lors de la crise d'inflation alimentaire, on a pu observer l'efficacité momentanée des systèmes d'aide à la consommation de produits agricoles : par exemple, dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, où finalement les émeutes ont été très contenues bien que ces pays soient de très grands importateurs de produits alimentaires¹⁴, on constate que la conjoncture défavorable des prix agricoles ne s'est pas traduite par le renchérissement de certains produits de consommation de base pour la simple et bonne raison que ceux-ci sont souvent subventionnés. Mais si, à court terme, ces instruments sont efficaces, leur coût pose clairement la question de leur durabilité dans un contexte où l'inflation alimentaire est appelée à se reproduire. En effet, ce sont les États qui doivent subventionner dans ce cas la différence entre les cours mondiaux élevés et le prix interne à la consommation. Ainsi, quand le soutien dure, le coût budgétaire peut devenir très lourd pour des États dont les marges de manœuvre peuvent être très limitées.

Pour rendre le système plus pérenne et plus juste, la réponse la plus adaptée serait donc plutôt à rechercher dans les politiques d'aide directe aux plus défavorisés via, par exemple, un système de bons d'achats alimentaires à l'instar de ce qui se passe aux États-Unis.

Mais il ne fait pas de doute que pour lutter contre l'inflation des cours à moyen terme, les systèmes de stockage privés doivent être améliorés sans oublier que des stocks publics peuvent intervenir en dernier ressort. L'idée proposée les 9 et 10 juillet derniers par le G8 et le G5 de constituer un stock international de céréales est semble-t-il une bonne chose. L'achat et l'entretien des stocks coûtant cher aux États, une approche multilatérale serait en effet source d'économies d'échelle. Reste à connaître le devenir d'une telle proposition dans un système de gouvernance mondiale en fort bouleversement aujourd'hui avec l'apparition du G20 à la place des G8 et G5.

Par ailleurs, certains pays ont commencé à se lancer dans une politique de sécurité foncière par l'achat ou la location de terres. Au-delà du fait qu'il est parfois difficile de distinguer entre les effets d'annonce et la réalité, ce procédé pose beaucoup d'inconvénients dont surtout celui de n'être pas forcément profitable aux populations autochtones du pays qui accueille les investissements, surtout dans les pays où l'État de droit est des moins assuré¹⁶.

La nouvelle ambition agricole

A plus long terme, il s'agit surtout de renouer avec une ambition agricole pour la planète qui doit mobiliser les acteurs à quelque échelon qu'ils se trouvent. Grâce à la croissance des productions, qui est possible selon certains scénarios¹⁷, cette ambition permettrait de faire reculer la faim dans les villes à condition bien sûr que leurs conditions sociales et politiques leur permettent d'accéder à ces produits agricoles. Elle pourrait également faire reculer le vaste noyau dur de la faim qui se trouve dans les campagnes, les agriculteurs et les éleveurs représentant en effet 80% du milliard d'habitants sous-alimentés de la planète en 2009¹⁸.

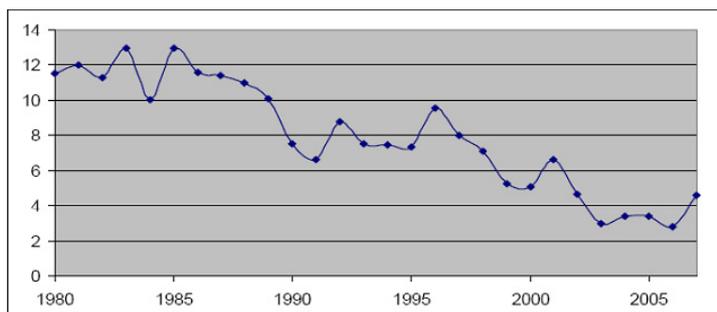
Bien sûr, ce recul de la faim dans les campagnes ne peut intervenir qu'à la condition que cette ambition agricole ne soit pas servie par quelques pays aux forts avantages comparatifs en agriculture. Il faut aussi qu'elle soit le fait des pays moins favorisés et à forte population agricole. Dans ce cas, outre le recul de la faim, cette ambition agricole permettrait de réduire la pauvreté dans le monde : dans son rapport 2007 consacré à l'agriculture, rappelons que la Banque mondiale¹⁹ a souligné combien la croissance du secteur agricole est le facteur le plus efficace de recul de la pauvreté, en tout cas dans les pays dits à vocation agricole ou en transition.

A condition qu'elle soit pensée dans la perspective d'une révolution doublement verte, l'irrigation, en particulier, est un facteur puissant d'intensification et, partant, un vecteur efficace du recul de la pauvreté. Or, certains continents offrent des marges de manœuvre dans ce domaine, en premier lieu l'Afrique dont 7% à peine des terres arables sont irriguées, contre quelque 40% en Asie.

Mais pour produire plus et donc pour être en mesure d'investir davantage notamment dans une irrigation moderne et économe, il faut que les producteurs soient mieux intégrés aux marchés locaux dont ils sont parfois physiquement coupés. Afin d'être en mesure d'investir dans une activité qui est souvent sous-capitalisée, il faut qu'ils puissent accéder aux crédits dont ils sont éloignés par absence de titres fonciers et/ou du fait de leur faible solvabilité. Au-delà des autres instruments nationaux de politique agricole (politiques foncières, de marchés, de la recherche et de la formation, etc.) qu'il n'est pas utile ici de décliner parce qu'ils doivent être pensés en fonction de chaque pays ou de chaque région, il importe aussi de souligner qu'une politique agricole n'est pas suffisante pour résoudre le mal-développement agricole. Comment par exemple apporter des réponses à l'innombrable petite paysannerie, si l'on ne considère pas le développement des secteurs industriels et des services à même d'offrir des exit options à une main-d'œuvre agricole pléthorique ?

Au niveau international, enfin, deux points doivent faire l'objet d'attentions particulières. D'une part, l'aide publique au développement agricole qui avait déserté un secteur aussi sensible (voir graphique 3) doit le ré-investir massivement moyennant le fait que sa destination soit bien garantie. D'autre part, à un moment où les négociations commerciales sont bloquées, il est bon de rappeler la double exigence qui doit prévaloir au moment de leur reprise : les échanges ne doivent pas être empêchés au risque de provoquer des crises d'approvisionnements, mais ils doivent être suffisamment régulés si l'on veut éviter le choc explosif de la concurrence de pays à coûts réduits qui est facteur, on l'a vu, de crise alimentaire dans les campagnes. Cet équilibre difficile est sans doute à rechercher dans la construction de marchés communs régionaux²⁰, qui n'empêche pas les échanges à grande échelle. Ce régionalisme économique pourrait faire prévaloir ce que Joseph Stiglitz proposait comme nouveau principe dans les négociations internationales : " réciprocité entre égaux, mais différenciation entre ceux dont les situations sont nettement différentes " au lieu du principe qui prévaut jusqu'à l'heure, et qui se résume en " réciprocité pour tous et entre tous, quelles que soient les situations " ²¹. ■

Graphique 3 :
Évolution de l'aide publique à l'agriculture
(en proportion de l'aide totale)



Source : OCDE

- (1) Le gouvernement Obama a fait de la sécurité alimentaire une de ses priorités. Le président américain a déjà été plus loin que les déclarations puisqu'il a fait adopter lors du sommet du G 8 en Italie le principe d'une aide sur cette question à hauteur de 21 milliards versée en trois ans par les pays les plus industrialisés. Dans un entretien accordé à Libération, Jacques Abou Diouf reconnaît que c'est bien le président Obama qui est à l'origine de cette décision et qu'il s'est montré insistant pour que cette promesse soit accompagnée de mécanismes de suivi. Libération, 15 octobre 2009.
- (2) Faisant ce constat, la directrice du bureau du Programme alimentaire mondial (PAM) à Paris déclarait ainsi : " L'heure est venue de moderniser le discours sur le sujet : la faim a un impact sur la stabilité d'un pays. Les êtres humains font trois choses quand ils n'ont plus à manger : ils se révoltent, ils émigrent et ils meurent. Lutter contre la sous-alimentation, c'est gérer moins de migrants à Calais. C'est en réalité de la politique locale, c'est de l'égoïsme. Ce n'est pas seulement de la compassion ". La Croix, le 16 octobre 2009. Par ailleurs, le dernier rapport du PNUD sur le développement humain dans le monde arabe analyse la question de l'insécurité alimentaire, au même titre que d'autres les insécurités sanitaire, économique et éducative comme un facteur d'insécurité majeur du point de vue politique.
- (3) Selon la FAO, ils étaient 873 millions en 2004-2006 avant la crise de 2007-2008. In " Les victimes de la faim plus nombreuses que jamais ", 19 juin 2009. En ligne sur www.fao.org.
- (4) Lire à ce sujet Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, " La fracture alimentaire et agricole mondiale ", In Crise alimentaire mondiale : quelles réponses? Revue politique et parlementaire, n° 1051, avril-mai-juin 2009, pp.24-34.
- (5) Depuis 2007, plus d'un homme sur deux vit en ville. D'après Jacques Véron " la moitié de la population mondiale vit en ville " in la revue Population et sociétés, INED, n°435.
- (6) Mitchell D. A Note on Rising Food Prices. Washington, In World Bank (Policy Research Working Paper, 4682).
- (7) Selon le Monde du 30 juin, un rapport du Sénat américain publié le 24 juin 2009 concluait qu'en 2008 " les activités des traders d'indices de matières premières, dans l'ensemble, ont constitué une spéculation excessive sur le marché du blé" à Chicago. En effet, reflétant la tension à la hausse produite par le fonctionnement des marchés dérivés, le prix des contrats à terme reste plus élevé, à l'expiration des contrats, que le prix du marché physique, alors qu'ils devraient se rejoindre. L'écart de prix est même passé de 13 cents de dollar par boisseau en 2005 à 1,53 dollar en 2008, un phénomène "largement" dû à l'afflux des capitaux sur les contrats d'indices de matières premières, conclut le rapport sénatorial. Il recommande donc d'"éliminer progressivement" les exemptions accordées par le gendarme des marchés, la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), aux négociateurs de ces indices, qui leur permettent d'intervenir sans limites de positions ".
- (8) Le krach boursier traduisait en fait de très mauvais résultats industriels, les ventes s'étant considérablement affaïssées avec la crise agricole. La baisse brutale des prix agricoles liée à la chute des exportations vers l'Europe qui avait reconstitué son potentiel dix ans après la Grande guerre ne pouvait en effet qu'avoir des effets sur les achats industriels : à l'époque 50% des habitants des USA vivaient dans des familles agricoles.
- (9) Rapport déjà cité.
- (10) Bien sûr avec à peine 15 millions d'habitants concernés sur le milliard que compte la planète, cette population est de loin la plus faible en valeur absolue. Mais ceci prouve bien que la sécurité alimentaire individuelle n'est pas forcément assurée dans des pays riches. C'est en Asie-Pacifique qu'ils sont les plus nombreux avec 642 millions de personnes sous-alimentées. Derrière l'Afrique subsaharienne en compte 265 millions, l'Amérique latine, 53 millions et le Proche-Orient Afrique du Nord, 42 millions. In FAO Rapport cité.
- (11) OCDE-FAO, " Agricultural Outlook 2008-2017 ", OECD-FAO Report, Roma, May 2008.
- (12) Lire " L'instabilité, un phénomène accidentel ou structurel? " In Boussard et Delorme, In " La régulation des marchés agricoles internationaux, un enjeu décisif pour le développement ", l'Harmattan, 2007.
- (13) Le Monde, 18 juin 2009.
- (14) Les importations des pays d'Afrique du Nord, Egypte comprise, ont représenté pratiquement 19 % du volume total en 2007/2008.
- (15) En Egypte, le soutien a représenté 2% du PIB pendant la crise alimentaire de 2007-2008.
- (16) Jean-Marc Boussard, La dernière bataille pour les terres vierges ou le retour du colonialisme, Crise alimentaire mondiale: quelles réponses? op.cit. pp. 112-120.
- (17) Lire notamment how to feed the world in 2050, Rapport FAO, 30 juin 2009, 35 pages.
- (18) Selon la FAO, les personnes souffrant de la faim sont à 50% des petits paysans, à 10% des éleveurs, à 20% des paysans sans terres et à 20% des familles urbaines pauvres. " Les victimes de la faim plus nombreuses que jamais ", 19 juin 2009. En ligne sur www.fao.org
- (19) L'agriculture au service du développement, Washington 2007.
- (20) Cette proposition est présentée notamment par Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, in article déjà cité.
- (21) In Un autre monde, contre le fanatisme du marché, Fayard, 2006. Il ne fait pour autant pas l'apologie du protectionnisme et préconise notamment que la différenciation joue en faveur des pays les plus pauvres, ceux-ci pouvant accéder plus facilement aux zones riches que le contraire.

Les logiques agricoles sur le continent africain

Philippe Hugon, professeur émérite à l'université Paris X Nanterre,
Directeur de recherche à l'IRIS

Le rôle du secteur agricole reste essentiel pour conduire le continent africain sur les voies de l'autosuffisance alimentaire et le principal levier de transformations des sociétés pouvant jouer un rôle moteur dans le développement du continent. Cependant, des " verrous " structurels et conjoncturels semblent encore freiner les progrès économiques du monde rural africain. Il convient ainsi de s'interroger sur les visages concrets auxquels devrait répondre une " Afrique agricole " qui tente de créer sa propre voie dans notre système mondialisé et concurrentiel.

L'agriculture africaine est contrastée. Les diversités climatiques et écologiques opposent l'" Afrique des greniers " (céréales du Sahel) à " l'Afrique des paniers " (tubercules des zones forestières). Les modes de culture vont de la culture itinérante sur brûlis à la culture irriguée, en passant par des cultures intensives en travail, en mécanisation ou en intrants. Dans l'ensemble, domine une agriculture extensive sur des bases de petites exploitations paysannes, exception faite des cultures périurbaines (maraîchages notamment) ou des hauts plateaux rwandais, burundais, kenyans, malgaches ou bamilékes, et de la culture attelée. Les agricultures intensives utilisatrices d'intrants et de techniques sont limitées à quelques zones à forte densité. L'agriculture extensive a connu peu de progrès de productivité ou de rendement, même si des dynamiques agricoles sont repérables pour le vivrier marchand. Les écarts de productivité entre les agricultures africaines et non garanties et celles des pays industriels sont de l'ordre de 1 à 100. La faible productivité de l'agriculture se répercute sur l'ensemble de l'économie. L'agriculture de rente procure 30 % des recettes d'exportation de l'Afrique ; elle est la principale source de recettes parafiscales pour la majorité des États. L'agriculture vivrière a permis l'alimentation d'une population rurale qui croît de plus de 3 % par an et d'une population urbaine dont le taux de croissance est de 5 %. Les agricultures africaines sont pour la plupart pluviales et exposées aux aléas naturels ou bien reposent sur le brûlis avec jachère longue et faible utilisation d'intrants.

Les facteurs explicatifs de la faible productivité agricole

La faible productivité agricole s'explique par une conjonction de facteurs naturels (sécheresse, catastrophes, dégradation des ressources naturelles), politiques, techniques et économiques. L'IFPRI (International Food Policy Research Institute) estime que 72 % des terres arables (c'est-à-dire des terres qui peuvent être labourées) et 31 % des pâturages sont dégradés. La baisse de la surface arable disponible par habitant a chuté de 24,5 % en 15 ans. Seuls 4% des investissements sont consacrés à l'agriculture, et les pouvoirs publics, liés aux intérêts des commerçants, préfèrent le plus souvent importer à bas prix des produits agroalimentaires plutôt que subventionner et stabiliser les prix agricoles. Les agricultures africaines subissent la concurrence des produits importés subventionnés ou des entrants sous forme d'aide, et favorisent les bas prix urbains ou les phénomènes de rentes des intermédiaires. Le manque d'eau, la mauvaise gestion, la pression démographique et les effets des conflits jouent également comme facteurs explicatifs. Les marchés des facteurs (terre, crédit, travail) et des biens sont peu constitués, et fonctionnent de manière imparfaite. En situation de risque, une stratégie de polyvalence ou d'extensivité des cultures est généralement préférable. Il y a une rationalité paysanne à utiliser ces modes en fonction de la rareté des facteurs et des risques ; mais celle-ci n'est pas adaptée aux défis écologiques et démographiques que connaissent les sociétés rurales. Si l'intensif nourrit, l'extensif rapporte quand les terres sont disponibles. Les agents externalisent le risque sur l'environnement et donnent une priorité à la sécurité.

Quelles stratégies face aux défis agricoles et démographiques ?

La conjonction du doublement de la demande alimentaire d'ici 2025, de la dégradation des sols et des obstacles faits aux migrations pourtant indispensables aux différences de densité et de terres arables, risque ainsi d'accroître fortement l'insécurité alimentaire. A ces facteurs internes s'ajoutent les affectations de terres à la production d'agro-carburants et des rachats de terres par les pays émergents. Une double révolution verte est nécessaire, jouant sur la diversité des écosystèmes. Celle-ci n'est pas réductible à une simple amélioration génétique, mais suppose des changements des droits de propriété et des politiques publiques. On observe quelques succès en Afrique australe et orientale pour le maïs hybride. La révolution blanche sur le coton a eu en savane des effets d'entraînement sur le maïs. Les politiques ne sont pas seulement agricoles. Elles impliquent des progrès de productivité grâce à l'irrigation, à la lutte contre l'érosion, à l'organisation des filières agroalimentaires, à des politiques redistributives, à des accès au crédit et au soutien aux initiatives populaires ou d'organisations paysannes. Elles supposent des mesures commerciales et productives sur des bases régionales (comme le montre l'exemple du riz en Afrique de l'Ouest). Les politiques stabilisatrices sont les plus à même d'assurer une sécurité alimentaire et une prise de risque agricole. La question prioritaire n'est pas, comme on le dit souvent, d'apprendre à pêcher au lieu de donner du poisson, mais de donner des droits de pêche et la possibilité de les rendre effectifs en modifiant les rapports de force entre acteurs. ■

Bibliographie

- GRIFFON M., *Nourrir la planète*, Paris, O. Jacob, 2006.
HUGON P., *Géopolitique de l'Afrique*, Paris, Sedes, 2^e édition, 2009.
MEILLASSOUX Cl., *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero, 1974.

Diète méditerranéenne : une géopolitique au bout de la fourchette

Sébastien Abis, administrateur au Secrétariat général du CIHEAM

Bien que n'étant pas pleinement délaissées, les questions alimentaires et agricoles en cours dans l'espace méditerranéen ont néanmoins tendance à être sous-évaluées. Cela se fait pourtant à tort. Les logiques qui prévalent à ce sujet en Méditerranée répondent en effet à des réalités et particularités qui ont valeur de bien des enseignements. Car, comme le montre bien Sébastien Abis, derrière la simple composition de " l'assiette méditerranéenne moyenne ", transparaît toute une chaîne qui articule entre eux des éléments politiques, économiques, sociologiques ou encore géopolitiques.

Le caractère stratégique et la dimension géopolitique de l'agriculture, s'ils furent quelque peu oubliés à la fin du XX^e siècle, reviennent actuellement avec force sur le devant de la scène internationale. La crise alimentaire mondiale observée au printemps 2008 constitue à ce titre la piqûre de rappel la plus douloureuse, en ce sens qu'elle a martelé à la communauté des décideurs qu'il ne saurait y avoir de stabilité sur la planète sans développement durable des agricultures¹. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que l'on multiplie depuis les études sur les raisons et les effets de cette crise, puisque souvent l'emballlement de la littérature à vocation géostratégique coïncide avec un rehaussement d'une thématique, en l'occurrence ici la sécurité alimentaire, dans l'agenda international. En effet, du sommet extraordinaire de chefs d'Etat et de gouvernement à la FAO en juin 2008 à Rome jusqu'au dernier G8 en Italie en juillet 2009, en passant par les appels du forum de Davos², c'est une large partie des institutions publiques et privées qui s'est concentrée ces derniers mois sur la problématique agricole. Même la Banque mondiale, après plusieurs années de désertion des questions agricoles, s'est repositionnée sur le sujet, depuis la parution fin 2007 d'un rapport désormais notoire³.

Simultanément, avec l'infusion de la variable environnementale dans les esprits et les comportements, les enjeux agricoles et alimentaires semblent davantage toucher l'opinion publique, plus attentive à la préservation des ressources naturelles, aux modes de consommation et aux secteurs d'activité qui s'avèrent véritablement déterminants pour l'avenir. L'agriculture regagne donc doucement le cœur des individus, sans doute aussi parce que le nombre des estomacs vides n'a jamais été aussi élevé. 2009 restera l'année où la barre du milliard de personnes souffrant de la faim fut dépassée, sans que cela n'épargne aucune région du monde⁴.

Les spécificités méditerranéennes

Dans le cas spécifique de la Méditerranée, plusieurs analyses récentes ont cherché à illustrer la multidimensionnalité de la question agricole pour promouvoir l'importance d'une coopération à l'échelle régionale et euro-méditerranéenne qui se développerait progressivement autour de l'agriculture et de l'alimentation⁵. En effet, observer le Bassin méditerranéen et ses dynamiques, c'est découvrir un concentré de la problématique alimentaire mondiale, que l'on peut résumer autour d'une interrogation aussi simple en apparence que complexe en réalité : comment nourrir une population croissante, avec de moins en moins de ressources hydriques et foncières, dans un contexte où l'organisation des filières agricoles nationales et l'intégration régionale des agricultures demeurent déficientes ? A cette question cruciale pour le devenir des pays méditerranéens, difficile de ne pas répondre par la nécessité de plus de coopérations et de solidarités d'une part⁶, et par le besoin pragmatique d'assurer une sécurité des approvisionnements alimentaires en s'ouvrant au marché mondial et en tissant de nouvelles alliances commerciales d'autre part⁷. Et il faut sans doute suivre désormais en Méditerranée une double orientation pour les politiques agricoles, tout autant axée sur la territorialisation de la sécurité alimentaire (stratégie et gouvernance locales) que sur la recherche d'approches multilatérales (vision régionale)⁸.

Si détailler ces constats suffirait à démontrer la dimension géopolitique de l'agriculture en Méditerranée, illustrer le propos à travers le seul exemple de la diète méditerranéenne constitue l'option de cet article. Derrière ce sujet à l'allure fantaisiste et pourtant hautement stratégique, c'est une lecture géopolitique qui peut être proposée à travers l'esquisse de quelques tendances générales.

Une dimension culturelle

Premièrement, cette diète méditerranéenne constitue un puissant vecteur du dialogue interculturel. Mieux, elle aide parfois à façonner le discours politique sur cette région. C'est en effet toujours vers le régime crétois, aussi appelé donc diète méditerranéenne, que l'on situe l'une des unités socioculturelles les plus prégnantes de la zone. Il est certain que dans l'imaginaire méditerranéen, l'importance de l'alimentation, le respect des aliments et le plaisir de la table représentent des caractéristiques communes fortes. Même si cet art de vivre évolue, il n'en demeure pas moins une réalité tenace dans la région : les sentiments de convivialité et de familiarité qui animent les rencontres en Méditerranée puisent souvent leurs sources dans les assiettes. L'emblème de la diète méditerranéenne est donc désormais brandi jusqu'aux couloirs de l'Unesco, pour une inscription au patrimoine immatériel de l'Humanité, sur la base d'un travail promotionnel, mixant diplomatie et sciences, mené par l'Italie, l'Espagne, le Maroc et la Grèce¹⁰. Outre la dimension culturelle, c'est une bataille pour la préservation d'un système alimentaire typique, embrassant tout à la fois des objets, des espaces et des pratiques, qu'il s'agit ici de mener¹¹.

Cette campagne, déployée initialement sur le front de la culture, s'est connotée d'une dimension politique, aux relents diplomatiques, quand la France, pourtant co-présidente de l'Union pour la Méditerranée, est venue présenter la candidature de la seule gastronomie hexagonale au patrimoine immatériel de l'Humanité au moment même où quatre pays méditerranéens défendaient eux, collectivement, l'inscription de la diète méditerranéenne auprès de l'Unesco. Incohérence ou contradiction, on ne peut s'empêcher d'être étonné par ces démarches parallèles qui ne s'agrègeront pas.

Des disparités importantes dans les modes de consommation

Deuxièmement, s'il est vrai que l'espace méditerranéen offre une relative convergence de ses modes alimentaires, il faut cependant relativiser l'idée d'une unité gastronomique et souligner les disparités grandissantes qui paraissent aujourd'hui se profiler¹². Dissemblances liées à des écarts de richesse toujours considérables, mais également disparités avec des préférences alimentaires qui sont différemment dictées en milieu urbain et parfois abandonnées en milieu rural. Mais l'opposition existe aussi entre les pays du pourtour méditerranéen. Sur la rive Nord, on a une dérive alimentaire avec davantage de lipides consommés (produits laitiers, huile végétale...), plus de sucres aussi. Les plats méditerranéens, qui réclament fraîcheur et préparation, sont quelque peu délaissés. Sur la rive Sud, les disponibilités alimentaires ont progressé, mais on s'éloigne de plus en plus du modèle méditerranéen type, surtout dans les villes où les fast-food et la grande distribution ont fait une apparition récente mais très rapide désormais. Dans ces pays du Sud, on a donc visiblement une diminution globale dans la consommation des produits traditionnels, bien que l'intérêt pour ceux-ci reste manifeste. Le résultat, c'est que nous avons une insécurité qualitative grandissante en Méditerranée. Les problèmes de stockage et les retards en matière de normes sanitaires et phytosanitaires expliquent en partie cette insécurité. Mais les indices sur la qualité alimentaire des rations baissent et traduisent en outre le développement d'un phénomène de malnutrition dans la plupart des pays de la région, qui après des années passées à veiller à la sécurité des quantités, en oublient aujourd'hui les risques sur la santé d'une alimentation désordonnée car déséquilibrée. L'accès aux produits favorables à la santé demeure difficile, comme l'atteste l'exemple de l'huile d'olive remplacée dans bon nombre de cuisines méditerranéennes par des huiles végétales comme le tournesol, car économiquement plus intéressantes. Ces constats sont au final le reflet d'une zone méditerranéenne très hétérogène, où les niveaux de vie sont profondément inégaux malgré la proximité géographique, et où les possibilités de diversifier et d'accroître la qualité de sa nourriture reste, assurément, le privilège d'une minorité. En quelque sorte, le mal-développement dans la région, ajouté aux conditions générales qui pressurisent les conditions de la sécurité alimentaire¹³, provoque une certaine érosion de la diète méditerranéenne. Si celle-ci demeure dans la tête des populations, de plus en plus rares sont les individus qui peuvent aujourd'hui s'enorgueillir d'une pratique alimentaire fidèle à l'authenticité méditerranéenne.

Des enjeux sociaux et sanitaires

Troisièmement, cette diète méditerranéenne revêt un caractère stratégique par l'ampleur des enjeux sociaux et sanitaires qu'elle recouvre. C'est le corollaire des tendances de consommation décrites précédemment. Un petit retour sur l'histoire s'impose ici. Au rayon des valeurs méditerranéennes partagées figurerait donc un modèle alimentaire convergent, historique et ancré territorialement. On oublie souvent de préciser que cette diète est tout autant gastronomique que physique, car le Crétois développait autant d'ingéniosité pour se procurer de la nourriture que de sagesse dans la composition de son menu. Ce style de vie équilibré ne saurait dissocier pratiques alimentaires et activités physiques. Une fois rappelé cela, force est de constater combien se multiplient les analyses étayant les vertus sanitaires de la diète méditerranéenne. Plusieurs études¹⁴ ont montré que le régime alimentaire méditerranéen permettait de diminuer la mortalité, la morbidité par maladies cardio-vasculaires et l'incidence au syndrome d'Alzheimer¹⁵. C'est pour ces raisons que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) considère depuis 1996 que la diète méditerranéenne est le modèle de consommation alimentaire de référence sur les plans nutritionnel et sanitaire. La communauté scientifique et médicale plaide donc pour une alimentation de type méditerranéen¹⁶, notamment pour faire face aux maladies de surcharge qui explosent partout sur la planète. Le surpoids et l'obésité, phénomènes majeurs de ces dérives alimentaires, progressent. Ces tendances posent des questions grandissantes en matière de traitements économique et social. Les coûts induits par la malnutrition interrogent ainsi clairement les politiques de développement, à l'instar des pays arabes où celles-ci semblent trop peu axées sur la population, comme l'a récemment souligné un rapport du PNUD¹⁷. A l'horizon proche, ces populations méditerranéennes, si longtemps préservées des maladies chroniques alimentaires, vont devoir affronter, dans un contexte socio-économique déjà tendu, des charges de santé publique considérables. L'expansion du surpoids et de l'obésité contribue à l'explosion des cas de cancer et de diabète, à l'hypertension, ou encore à des maladies d'ordre psychologique. Toutes ces affections sont en augmentation continue dans les pays méditerranéens. La pauvreté, l'insécurité sanitaire des aliments, l'arrivée de produits industrialisés, l'essor des fast-foods, l'urbanisation, les mutations sociodémographiques (dont la féminisation du travail) sont autant de facteurs qui peuvent expliquer l'essor de la malnutrition et de mauvaises pratiques alimentaires dans ces sociétés.

Un révélateur de l'état de la chaîne agro-alimentaire méditerranéenne

Quatrièmement, et là encore, le propos se conjugue avec les considérations précédentes, la diète méditerranéenne et son érosion questionnent l'organisation de la filière agricole et la mise en marché des produits traditionnels. Inutile d'entrer dans le détail, mais il faut insister sur la faible intégration des agricultures dans les pays méditerranéens et l'absence de conditions logistiques performantes pouvant faciliter l'approvisionnement des centres urbains solvables capables de stimuler la production agricole. La fracture territoriale qui persiste, voire s'accroît sous l'effet de la mondialisation, entre d'un côté des villes littorales ouvertes sur l'extérieur et les échanges et de l'autre des zones rurales enclavées et délaissées, handicape l'instauration d'un système agro-alimentaire national capable de mettre en valeur les produits typiques régionaux et locaux. Dans les pays de la rive Sud, le " terroir " méditerranéen s'invite rarement dans les assiettes des consommateurs urbains... touristes compris ! Et c'est là aussi un profond inconvénient vu le potentiel dégagé par la manne touristique, qui, concentrée sur le littoral, privilégie souvent la dimension bleue et balnéaire des pays méditerranéens et néglige encore les richesses verte et rurales de ces territoires. Le tourisme gastronomique en milieu rural émerge très lentement et malheureusement,

prendre à revers cette tendance s'avère délicat vu que la plupart des ensembles hôteliers situés sur les côtes s'approvisionnent sur le marché mondial. Le touriste moyen méditerranéen mange donc souvent global et non local, avec toutes les questions sociales, économiques et environnementales que cela soulève.

Des enjeux déterminants, une action urgente

Par conséquent, il faut construire une nouvelle mise en marché des produits méditerranéens selon deux axes complémentaires. D'abord, sur des circuits courts, sur des marchés de proximité, donc sur le marché local national. Il faut toucher les zones urbaines et reconquérir l'estomac des méditerranéens avec des produits traditionnels et de qualité, dont bien entendu les fruits et légumes. C'est à ce titre qu'il faut faire de la grande distribution qui s'implante en Méditerranée un allié plutôt que l'épouvantail de tous les maux. Ensuite, il faut pour ces produits trouver un débouché sur l'international. Pour protéger les savoir-faire, les recettes et les produits spécifiques de la Méditerranée, et donc miser sur la différenciation, une option pourrait être envisagée : la mise en place d'un label " Terroirs Agricoles Méditerranéens "18. Un tel label serait une ombrelle aux signes de protection existants, comme les Indications Géographiques, et aurait à répondre au triple objectif de l'identité, de la qualité et de la sécurité de la production. A travers cette démarche globale, mixant reconquête des marchés méditerranéens locaux et extension des débouchés internationaux, c'est le patrimoine et le potentiel agro-alimentaire méditerranéen qui en serait dynamisé. Evidemment, après les producteurs soutenus et des marchés mieux construits, il convient d'améliorer, en troisième lieu, l'information du consommateur. Eduqué dès l'enfance à la gastronomie19, un consommateur sera plus exigeant sur la qualité et l'authenticité des productions. Car finalement, savoir se nourrir représente peut-être l'instrument d'épargne-vie le plus sûr actuellement.

A travers la problématique de la diète méditerranéenne, considérée dans une approche holistique, ce sont donc bel et bien des enjeux socio-démographiques, économiques et écologiques qui s'expriment. Mais ce sont aussi des choix de politiques publiques qui s'invitent sur la table, car l'on sait qu'une partie de notre avenir dépend de notre alimentation. Eduquer et informer les populations s'avère nécessaire. Responsabiliser les consommateurs et les distributeurs devient incontournable. Révéler les ramifications sociales et écologiques qui se cachent dans les assiettes paraît tout aussi fondamental, car c'est sans doute à partir de la fourchette et de la cuisine que l'on pourra le plus facilement toucher les opinions publiques pour ce qui se rattache à l'importance de l'agriculture. Et partant, les sensibiliser sur le travail de ces hommes et ces paysans qui aménagent la terre, non pas pour la dégrader, mais pour tenter au quotidien de répondre à la première et à la plus vieille contrainte qui se pose pour l'espèce humaine : se nourrir pour vivre et s'alimenter pour agir. L'insécurité alimentaire, c'est le point de départ de difficultés nombreuses pour un individu, c'est aussi l'une des failles stratégiques les plus déterminantes pour la marche du Monde.

Conclusion

Pour conclure, il convient d'insister sur un paradoxe, qui montre là encore que notre sujet prend des tournures géopolitiques si on pousse la réflexion jusqu'aux confins de l'analyse stratégique. La diffusion internationale de la diète méditerranéenne et ses produits associés ne signifie pas un accroissement des productions et un marché élargi pour les agriculteurs méditerranéens. Les produits dits méditerranéens se sont délocalisés, l'olivier aux Etats-Unis ou la tomate en Chine. Et dans de nombreux pays extra-méditerranéens, on se plaît à se référer à la Méditerranée pour " glamouriser " un produit ou lui donner une connotation de qualité. On a donc l'image de la diète méditerranéenne, officiellement reconnue comme modèle de santé par l'OMS en 1996, prochainement peut-être inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco et de plus en plus pratiquée de part le monde, notamment dans les pays anglo-saxons. Et de l'autre côté, c'est-à-dire en Méditerranée, on assiste à une dérive alimentaire, une croissance de la malnutrition. De plus en plus, les pratiques de consommation s'éloignent de la diète crétoise. Tout cela est paradoxal et surtout préjudiciable puisque cette diète méditerranéenne semble incarner ce que la Méditerranée aurait d'universel, mais symbolise finalement l'impuissance des Méditerranéens à valoriser leur patrimoine. Tout se passe comme si l'économie mondialisée prenait à la Méditerranée ce qu'elle avait d'universel ; mais au lieu de la renforcer, cela a plutôt tendance à mettre en lumière les divisions de cette Méditerranée. Si rien ne change, tendanciellement, les Méditerranéens demain seront orphelins d'une diète alimentaire qui partout contribue à faire exister mondialement et positivement cette région. Sachant que les sujets capables d'améliorer l'image méditerranéenne ne sont pas légion, il ne serait pas si anodin de travailler à une meilleure coopération agricole et alimentaire dans la région, sachant qu'il s'agit là, en outre, d'un thème concernant la santé et le quotidien de tous les individus, et qui jouera toujours un rôle majeur en termes d'emploi, d'aménagement du territoire et de création de richesses. A ce titre, la diète méditerranéenne s'affiche comme l'une des priorités de toute démarche visant à promouvoir le développement durable dans la région. Car n'oublions pas que ce concept est tridimensionnel, c'est-à-dire : social, économique et environnemental. ■

(1) Lire Sébastien Abis, Pierre Blanc et Barah Mikail, " Le malheur est-il dans le pré ? Pour une lecture géopolitique de l'agriculture ", in *Revue internationale et stratégique*, n°73, Dalloz-IRIS, mars 2009.

(2) Le Forum économique mondial de Davos en janvier 2008 avait classé l'insécurité alimentaire parmi les grands risques internationaux des années à venir (" *Global risks 2008* ", *World Economic Forum report*, Switzerland, January 2008

(3) Banque mondiale, " *L'Agriculture au service du développement* ", *Rapport 2008 sur le développement dans le monde*, Washington, 2007

(4) Lire le rapport de la FAO, " *Les victimes de la faim plus nombreuses que jamais* ", juin 2009. Le document, qui détaille les chiffres et présente les réalités autour de ce milliards d'affamés sur Terre, indique que c'est dans les pays développés que la faim a progressé le plus ces dernières années, Pour les pays en développement, c'est la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient qui observe la plus forte progression de personnes sous-nutries au cours des derniers mois.

(5) Lire notamment *Méditerranée 2008*, " *Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée* ", *Rapport annuel du CIHEAM*, Les Presses de Sciences-Po,

- Paris, avril 2008. A suivre aussi *Mediterra 2010*, "Atlas des agricultures, de l'alimentation, de la pêche et des mondes ruraux en Méditerranée" rapport annuel du CIHEAM, Les Presses de Sciences-Po, Paris (France), à paraître en février 2010
- (6) Lire Sébastien Abis et Pierre Blanc, "Terres et eau en Méditerranée : la coopération contre la rareté", in *Revue Géopolitique*, n°107, Institut international de Géopolitique, Paris, octobre 2009.
- (7) Lire Sébastien Abis et Jessica Nardone, "Brésil : future ferme du monde arabe ? ", in *Futuribles* n°356, Paris, octobre 2009.
- (8) Lire Bertrand Hervieu, "Politiques agricoles en Méditerranée : le virage à prendre", in *Lettre de veille du CIHEAM* n°10, Été 2009.
- (9) Lire Martine Padilla (sous la dir.), "Aliments et nourritures autour de la Méditerranée", Editions Karthala, 2000.
- (10) Se reporter au site de la Fondation pour la Diète méditerranéenne, basée à Barcelone, (www.fmed.org/) et qui anime le site officiel de la candidature au patrimoine immatériel de l'Humanité auprès de l'Unesco (<http://candidaturadietamediterranea.org/?lang=en>)
- (11) Lire Isabel González Turmo, "Dieta mediterránea, Patrimonio Cultural Inmaterial de la Humanidad", in *Afkar Ideas*, n°21, 2009.
- (12) Pour une analyse fine et prospective, lire Martine Padilla, "Comportements et sécurité alimentaires en Méditerranée", in *Futuribles*, n°348, janvier 2009.
- (13) Il faut ici rappeler que dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, la part du budget des ménages consacrée à l'alimentation oscille entre 30 et 50%. La hausse du prix des biens alimentaires ces dernières années ont accentué l'étroitesse budgétaire de nombreuses familles méditerranéennes.
- (14) Lire Francesco Sofi, Francesca Cesari, Rosanna Abbate, Gian Franco Gensini, Alessandro Casini, "Adherence to Mediterranean diet and health status: meta-analysis", *British Medical Journal*, September 2008. Les principales informations stratégiques à retenir de cette étude s'inscrivent dans le prolongement des nombreuses recherches effectuées depuis plusieurs années sur le lien de cause à effet prévalant entre le régime alimentaire méditerranéen et la santé des individus. En effet, les auteurs de cette nouvelle étude montrent, à partir d'une analyse sur les habitudes alimentaires de près d'un million et demi de personnes, que plus leur niveau d'adhérence à la diète méditerranéenne est élevé, plus leur état de santé est meilleur. Ainsi, ceux qui respectent quasi quotidiennement la diète méditerranéenne réduisent de 9 % leur incidence à la mortalité (l'incidence est un terme utilisé en épidémiologie pour décrire, avec la prévalence, la fréquence d'une maladie dans une population), mais aussi de 13 % leur incidence à Parkinson, de 9 % celle face aux problèmes cardio-vasculaires et de 6 % leur incidence au cancer
- (15) Une équipe de recherche américaine de l'Université de Columbia a publié une étude montrant l'intérêt du régime méditerranéen pour prévenir la maladie d'Alzheimer. Les personnes suivant le régime méditerranéen de manière sérieuse ont vu leur risque d'Alzheimer chuter significativement de 40 % par rapport à celles qui en sont le plus éloignées. Voir Nikolaos Scarmeas & al., "Physical Activity, Diet, and Risk of Alzheimer Disease", in *Journal of The American Medical Association*, 2009.
- (16) Sur les bienfaits médicaux, sanitaires et économiques de la diète méditerranéenne, se reporter au récent numéro spécial de la revue *Public Health Nutrition*, volume 12, special issue 9A, septembre 2009 (<http://journals.cambridge.org/action/displayIssue?jid=PHN&volumel=12&issueid=9A>). Lire également Buckland G, Bach-Faig A, Serra-Majem L., "Obesity and the Mediterranean diet: a systematic review of observational and intervention studies", *Obesity Reviews*, 2008
- (17) Lire UNDP, "Challenges to human security in the Arab countries", *Arab human development report 2009*, Beirut, 2009. Il faut par exemple indiquer que le surpoids et l'obésité frappent 30% des femmes adultes en Tunisie, 45% en Egypte, 33% en Egypte, 20% au Maroc, 25% en Grèce ou encore 16% en Espagne. Par ailleurs, on observe une forte progression de l'obésité chez les nouvelles générations, abreuvées généralement de boissons sucrées dans la région, et notamment des plus jeunes : ainsi ce sont environ 20% des enfants de moins de cinq ans qui seraient actuellement frappé de surpoids ou d'obésité dans les pays du Maghreb (chiffres de l'OMS, 2008).
- (18) Sur ce thème, se reporter à la Haute Ecole des Terroirs de la Méditerranée, organisé par l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (CIHEAM-IAMM), les 2 et 3 juillet 2009, à Paris (www.iamm.fr/ress_doc/multimedia/conferences/index.html)
- (19) Le mouvement associatif international Slow Food milite pour que soit réintroduit toute la signification de la gastronomie dans le quotidien des individus, sachant que celle-ci constitue autant une culture qu'une science à part entière. Lire Carlo Patrini, "Buono, pulito e giusto. Principi di nuova gastronomia", Einaudi, 2005.

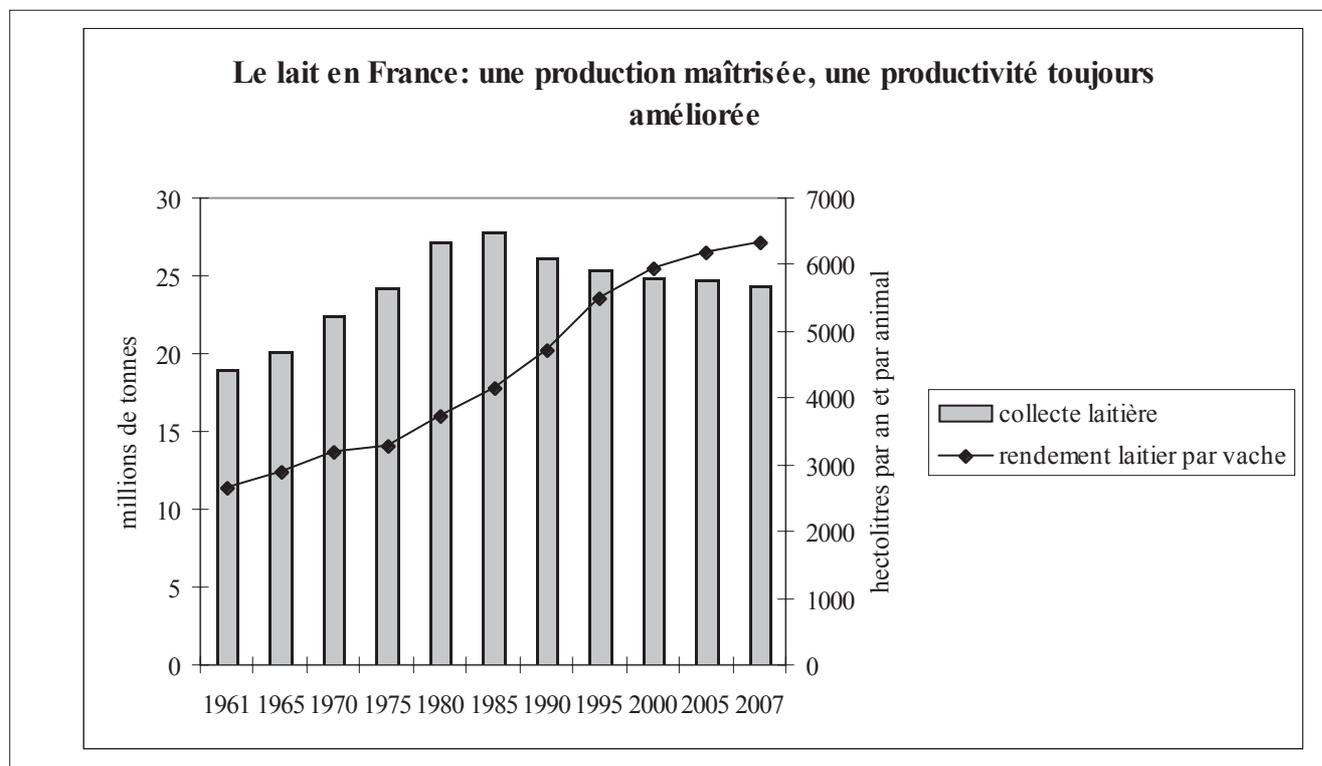
La crise du lait : la mer blanche des campagnes françaises

Stéphane Dubois, professeur agrégé de géographie en classes préparatoires commerciales,
Lycée Blaise Pascal, Clermont Ferrand

Parmi les indicateurs inquiétants liés à la question agricole contemporaine, on retrouve immanquablement la crise exprimée récemment par les producteurs laitiers. Alors que le nombre inquiétant de personnes souffrant de malnutrition n'en finit plus de faire, à raison, la une des journaux, il s'avère en effet que les politiques gestionnaires mises en place au sein de l'Union européenne ont souffert pour leurs parts bien des limites. Il y a là de quoi se montrer inquiet devant l'avenir de la filière laitière, certes ; mais ces mêmes aspects soulignent aussi, de manière évidente, l'ampleur du gâchis qui prévaut au sein d'un monde aux régulations agricoles défailtantes.

Comme l'a affirmé le 18 septembre 2009 le ministre de l'agriculture Bruno Le Maire, voir des citernes à lisier emplies de lait répandu dans les champs a quelque chose de choquant : choquant de voir un produit alimentaire ainsi gaspillé, mais choquant également de voir des éleveurs réduits à cette forme ultime de protestation. Loin d'être misonéistes, ces derniers ont, depuis les années 1960, remarquablement modernisé leur processus de production. Au prix de lourds investissements et d'un endettement massif des ménages agricoles, jamais la productivité des étables françaises n'a été aussi grande. Depuis 1961, la production française a augmenté de 27,9 %. Si bien que la France, avec 24,3 millions de tonnes de lait, assurait en 2007 la deuxième collecte laitière européenne, derrière l'Allemagne, et aussi la septième dans le monde. En outre, il faut surtout insister sur les insignes progrès des rendements laitiers : en près de 45 ans, celui d'une vache en France a été multiplié par 2,4, si bien qu'une laitière produit en moyenne 6 350 litres de lait en un an !

Graphique 1



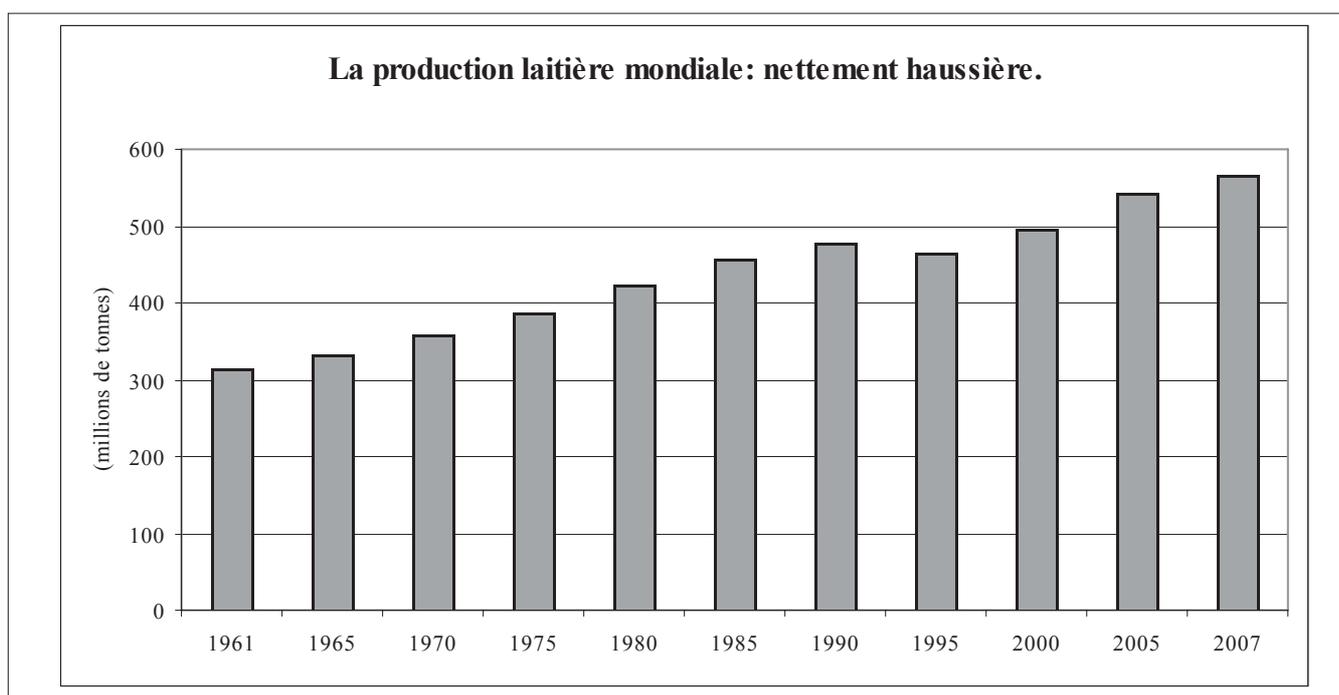
Source : www.faostat.org

Indéniablement, les éleveurs français ont relevé le défi que leur proposait le traité de Rome en 1957 au moment de l'avènement de la Politique agricole commune : garantir la sécurité des approvisionnements agricoles de la CEE naissante. Au-delà de cet impératif purement quantitatif, les éleveurs ont aussi obéi à la nécessité d'atteindre un haut degré de sécurité sanitaire par le truchement de normes toujours plus strictes de production et de stockage (salles de traite désinfectées, tanks à lait réfrigérés, contrôles bactériologiques rigoureux...).

Toutefois, les 90 000 éleveurs bovins laitiers sont, d'une certaine façon, bien mal récompensés de leurs efforts. Leur nombre a, d'abord, singulièrement été réduit : modernisation a irrémédiablement rimé avec concentration au cours de ces dernières décennies. Uniquement sur la période 2000-2007, 32,8 % des exploitations centrées sur la filière " bovins-lait " ont disparu. Et ce sont les plus grandes fermes qui ont profité de cette dynamique pour renforcer plus avant leur présence dans le paysage agricole français. Si seulement 11,5 % des étables en France disposent de plus de 70 vaches, elles n'en possèdent pas moins 24,5 % du cheptel bovin national.

Par ailleurs, il faut noter que les éleveurs bovins laitiers figurent parmi les parents pauvres de l'agriculture française. Leur revenu en 2008 était de 16 % inférieur au revenu agricole moyen. Par surcroît, leurs ressources financières n'ont cessé d'être irrégulières, à l'image de la plupart des autres secteurs agricoles. Ainsi, en 2008, le revenu agricole moyen des éleveurs laitiers a subitement augmenté de 20,8 %, suite à un renchérissement des cours de près de 55 %. Toutefois, cette hausse brutale faisait suite à une baisse globale du prix du lait de 13,7 % entre 2001 et 2006. Et, depuis, les prix se sont effondrés : entre les mois d'avril 2008 et 2009, ils ont déchu de 42,8 % pour atteindre à peine 250 € la tonne.

Graphique 2



Source : www.faostat.org

En cela, les producteurs sont les victimes de deux phénomènes. Premièrement, à l'échelle planétaire, le marché du lait de vache est devenu largement excédentaire. Entre 1970 et 2007, la production mondiale a grimpé de 57,8 %. Aujourd'hui, la collecte laitière mondiale atteint 566,7 millions de tonnes (en 2007). Nombre d'Etats en développement ont fait leur " révolution blanche ", à l'image de l'Union indienne devenue le deuxième Etat producteur de lait dans le monde en quintuplant sa production au cours de ces cinquante dernières années. Tous les Etats sont donc frappés par ce phénomène global de surproduction.

En février 2009, les Etats-Unis envisageaient, par exemple, d'envoyer 1,5 million de vaches laitières à l'abattoir pour tenter de s'adapter à ce marché mondial saturé. Deuxièmement, les éleveurs subissent de plein fouet le choix de l'Union européenne (entériné par la PAC de 1992, relancé par l'Agenda 2000 et accentué par le sommet du Luxembourg de 2003) de ne plus soutenir les prix agricoles afin de les ajuster progressivement sur les cours mondiaux. En parallèle, elle organise peu à peu le total démantèlement, pour 2015, du système des quotas laitiers. Ces derniers avaient pourtant permis, depuis 1984, une efficace organisation du marché européen en luttant contre la surproduction (cf. graphique 1) et les excessives oscillations des prix. Mais le commerce agricole mondial n'échappe pas au vent de la libéralisation, soufflé par le GATT (Uruguay Round de 1986) puis par l'OMC (cycle de Doha). L'UE montre alors son souhait d'un marché libre et d'un système d'aides agricoles découplées de tout soutien des prix (ce qui permet également de réduire un budget agricole qui fut longtemps ruineux). Entre les Etats qui abritent leur élevage laitier derrière des mécanismes protecteurs (à l'image du Canada et de son Plan national de commercialisation du lait, défini par la Commission canadienne du lait, qui par un système de quotas vise à équilibrer offre et demande) et ceux dont les logiques libéralisées de production sont basées sur les cours mondiaux (Argentine, Nouvelle-Zélande), l'UE a fait son choix. A l'évidence, les éleveurs ne peuvent donc espérer que des mesures conjoncturelles d'aide et non une intervention directe sur les prix du lait.

Quant au consommateur, la présente situation ne lui rapporte rien. Car l'agriculture française est insérée dans une vaste filière économique qui la dépasse. Plus qu'agricole, le système alimentaire des pays développés est devenu agro-industriel et agro-tertiaire : la chaîne de production est donc régentée par le monde de l'industrie agro-alimentaire et par de puissantes entreprises de commercialisation (centrales d'achat des grandes surfaces notamment). Ces acteurs économiques dégagent l'essentiel de la plus-value cependant

que le produit agricole pur est ravalé au rang de simple matière première. Ainsi, l'impact des cours du lait sur un yoghourt en France n'entre en ligne de compte qu'à hauteur de 6 à 8 % sur le prix de vente final au consommateur. Dès lors, celui-ci ne peut prétendre profiter de la baisse actuelle des cours du lait.

Conséquemment, l'un des moyens de sortir de l'ornière pourrait consister pour les éleveurs à se rapprocher plus avant de l'acheteur en collant au plus près à ses exigences. Soucieux de traçabilité et de qualité, le consommateur est souvent prêt à payer son écot à une agriculture plus soucieuse d'environnement mais aussi commercialement plus proche. L'agriculture de qualité montre, sur un segment de marché certes restreint, qu'une autre façon de faire est possible. Produire moins mais mieux, respecter le bien-être animal, s'engager sur des modes d'alimentation des bêtes (en proscrivant le maïs d'ensilage au profit de l'herbe et du foin), sont autant d'orientations suivies par les éleveurs insérés dans des filières de qualité. Le prix d'achat au producteur est alors bonifié par rapport aux laits classiques vendus moins cher. Ainsi, par rapport à un lait tout venant, un lait entrant dans l'élaboration d'une production labellisée ou AOC (on compte 45 AOC fromagères en France) voit son prix majoré de 9 % à 10 % en moyenne.

Toutefois, ces modes de reconversion vers des agricultures de qualité à haute valeur environnementale ne sont pas généralisables à tous les éleveurs. D'autant que les pressions actuelles sur le pouvoir d'achat des ménages font que le marché de consommation haut de gamme pourrait stagner, voire se réduire à terme. Et, quoique atténuée, la baisse des prix du lait concerne aussi les laits labellisés. Prôner uniquement l'ouverture sur des agricultures de qualité n'est donc pas le remède universel aux maux dont souffre l'agriculture française. Et pourtant, il serait dommage de sacrifier une activité nourricière, génératrice d'importants bénéfices commerciaux (les exportations de produits laitiers rapportent à la France tous les ans plus de 2 milliards d'€) et qui pourrait constituer une pièce maîtresse pour relever l'un des grands défis de l'humanité : nourrir plus de 9 milliards d'êtres humains à l'horizon 2050. ■

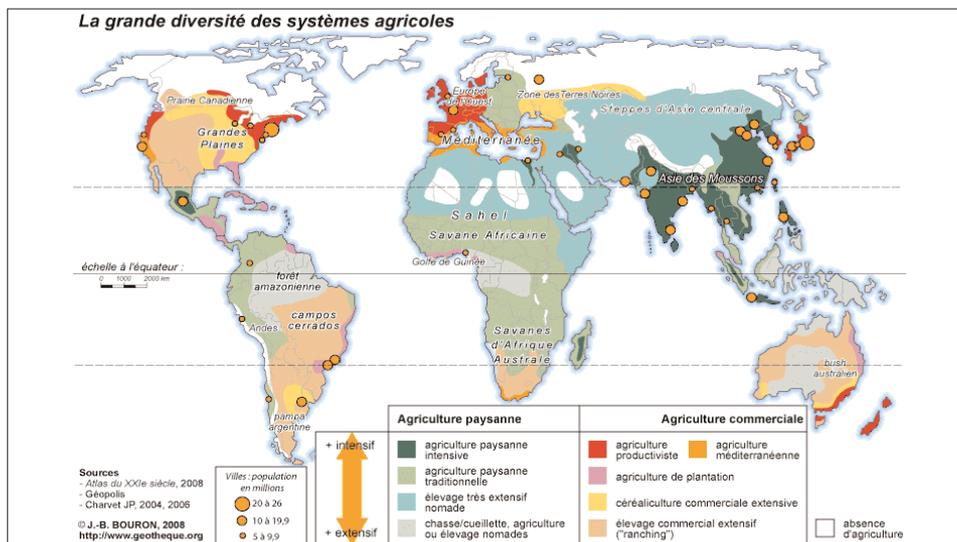
Des limites de l'enjeu hydro-alimentaire, ou comment l'eau douce renouvelable n'explique pas les principales préoccupations du " cul du monde "

Barah MIKAÏL, chercheur à l'IRIS

Les réflexions liées à l'impact des enjeux de l'eau douce renouvelable sur les questions agricoles contemporaines sont évidemment justifiées. Mais cela ne doit pas pour autant nous conduire à exagérer l'importance de ce " liant " apparent. La sphère hydraulique répond en effet à des particularités, tant en termes qualitatifs que quantitatifs, qui ont leur impact sur l'agriculture. Mais celui-ci paraît aussi assez relatif pour qui replace les défis agricoles contemporains dans une perspective globale.

Le lien présent entre agriculture et disponibilités en eau douce renouvelable n'est évidemment pas à démontrer. Le développement des cultures nécessite tout simplement un approvisionnement hydraulique suffisant ; dès lors, de la disponibilité de l'eau douce dépendent en bonne partie l'état et le niveau de développement de l'agriculture d'un pays donné. Mais cette affirmation simple et a priori évidente ne suffit pourtant en rien à résumer l'ampleur et la nature des défis touchant l'agriculture. Bien au contraire, les principaux déficits que l'on peut pointer aujourd'hui sur le plan des ressources hydrauliques impactent relativement peu les logiques agricoles, en termes de rendus potentiels de la récolte s'entend. L'eau douce répond certes à des contraintes en matière de qualité, puisque les conditions de sa circulation et de son utilisation provoquent une aggravation de son état, pollutions ambiantes, rejets de déchets, ou encore transport de pesticides et/ou d'engrais chimiques obligent. De même, la question d'un maintien intact des volumes d'eau douce à l'international pose tout aussi bien des questions fondamentales, les disponibilités hydrauliques présentes à l'état brut dans chacun des Etats de la planète ayant une tendance prouvée à l'amenuisement progressif. Mais, contrairement à une idée répandue, cela ne va pas pour autant jusqu'à faire de l'agriculture la victime directe d'un manque de disponibilités globales en eau douce renouvelable. Celle-ci mobilise certes quelque 70% des prélèvements d'eau douce à l'international, ainsi que 90% de la consommation mondiale d'eau douce. De plus, certaines cultures s'avèrent bel et bien extrêmement gourmandes en eau, comme c'est le cas du blé, du riz, ou - il convient de ne pas l'oublier - des élevages bovins, qui participent d'une chaîne hydraulique générale à la limite de la potomanie. Par extension, tout Etat ou toute région ayant un recours intensif à l'agriculture, et souffrant structurellement de mauvaises conditions hydrauliques, pourrait vouloir anticiper l'avenir en trouvant les conditions pour un accroissement de sa sécurité hydraulique. Ce qui pourrait d'ailleurs, à terme, faire apparaître des tensions sociétales, des rivalités inter-régionales, ou encore des scénarii belliqueux inter-étatiques. Mais, dans l'imédiat, ces considérations, aussi importantes soient-elles, ne paraissent pas pour autant pleinement d'actualité. Tout Etat soucieux de recourir à une agriculture, plus ou moins intensive selon le cas, a en effet, sur le principe, les moyens de le faire. Une eau douce suffisante est toujours disponible pour ce, que ce soit au départ de cours d'eau ouverts, ou par le recours à l'exploitation des volumes présents dans les nappes phréatiques. Pour s'en convaincre, il n'est qu'à voir la manière par laquelle certains des pays comptant pour les " parents hydrauliques pauvres de la planète " (dans le Sahel africain, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient) n'en recourent pas moins à une activité agricole pas nécessairement des plus négligeables. Ainsi, en-dehors des régions désertiques (et donc sableuses) ou de celles extrêmement froides, on voit que les logiques agricoles se retrouvent partout à l'échelle de la planète. Ce quand bien même, évidemment, le tout est fonction de moyennes nationales qui ne préjugent pas de la manière par laquelle les terres arabes se voient réparties à échelles nationales.

La grande diversité des systèmes agricoles dans le monde

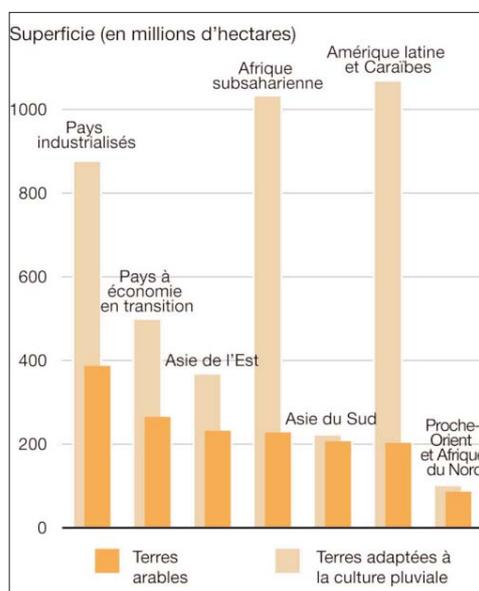


Source : <http://www.geotheque.org>

Conjoncture et structure :
croire en une échelle des responsabilités, ou prendre conscience d'une incontournable interaction ?

Evidemment, cela ne veut pas pour autant dire que des phénomènes de type conjoncturel, et leurs potentielles articulations avec les questions hydrauliques, sont à exclure pour ce qui relève des entraves faites au développement agricole de certains Etats. En tête de cette question figure ainsi la réflexion sur le réchauffement climatique, les bouleversements en décaolant, et la manière par laquelle celui-ci provoque, entre autres, tempêtes et inondations rendant impropres tout type d'exploitation agricole. L'exemple récent de l'Afrique de l'Ouest l'a prouvé, des pays tels que le Sénégal, le Ghana, le Mali ou encore le Niger ayant vu des inondations dévaster leurs champs agricoles et détruire sur leur passage maintes réserves céréalières. On pourrait évidemment en dire tout autant concernant le sous-continent indien, région dans laquelle l'Inde ou, plus particulièrement encore, le Bangladesh, ont récemment encore exprimé l'impact fort des aléas climatiques sur les logiques et conditions d'exploitation économique. Pour autant, le remplacement du lien entre agriculture et eau douce renouvelable dans une perspective globale, ainsi que sa mise en rapport avec les indicateurs socio-économiques prévalant concrètement à l'échelle de la planète, montrent que les facteurs structurels s'avèrent plus directement en cause dans les " dérèglements " parfois paradoxaux auxquels nous avons pu assister ces dernières années (émeutes de la faim, situations de surproduction, flambée puis recul des prix des produits alimentaires de base, etc.). Qui plus est, et contrairement à une autre de ces idées reçues, la nature des revendications exprimées par les agriculteurs respectifs des pays dits du " Nord " et du " Sud ", aussi différentes celles-ci puissent-elles parfois paraître sur le fond, n'évacue pas pour autant la gravité des enjeux auxquels la planète se trouve confrontée aujourd'hui. Le " cul du monde ", pour reprendre une expression utilisée par François de Ravignan dans l'ouvrage *La faim, pourquoi ?* (La Découverte, 2009) pour qualifier les paysans des Pays en Voie de Développement (PVD), continue en effet à entretenir un sentiment justifié de mise à l'écart, faute de politiques gestionnaires efficaces et abondant en son sens. En parallèle, l'extension avérée du " Quart-Monde ", cette catégorie de la population vivant dans les Pays développés et souffrant l'exclusion, a montré sa grande vulnérabilité devant la conjonction de la crise financière et du renchérissement du prix des produits alimentaires de base. A ce stade, on s'avère évidemment bien en peine de voir en quoi l'eau douce dans son état brut expliquerait en quoi que ce soit les crises alimentaire et du monde agricole prévalant aujourd'hui. Il n'est en effet en rien exagéré de parler d'abondance de biens agricoles aujourd'hui ; les agriculteurs sont nombreux à l'échelle de la planète, les terres exploitables à cet effet tout aussi présentes, et les aliments disponibles amplement suffisants en quantité pour répondre aux besoins alimentaires de tout un chacun. Qui plus est, on pourrait estimer que c'est cette même abondance de main-d'œuvre agricole disponible qui pourrait, par extension, participer des difficultés économiques rencontrées maintenant par certains gouvernements. L'accroissement démographique intervenu ces dernières décennies, et l'expansion en parallèle du secteur tertiaire, n'ont en effet pas trouvé des modalités d'absorption favorisant l'équilibre. Dit autrement, le " surplus de population " n'a pas pour autant eu matière à être absorbé par les services, ni même par le monde industriel. A partir de là, ne restait plus que le cas du secteur primaire pour " occuper " à son tour les individus rechignant à une exclusion sociale, sans cependant que ce phénomène ne permette un équilibrage favorable à des formes favorables de " régulation alimentaire " régionales comme nationales et internationale. Le tout faute, pour l'essentiel, de politiques adéquates et répondant concrètement à la nature des défis posés. On n'y insistera cependant jamais assez : ce n'est pas la surpopulation potentielle de la planète, ni même l'accroissement démographique à prévoir sur les prochaines décennies, qui posent problème. La planète dispose en effet d'assez de ressources pour nourrir tout un chacun, si toutefois une exploitation intelligente, rationnelle et pragmatique des terres arables est mise en œuvre. Partant, la question consiste à savoir quel(s) type(s) de régulation pourrai(en)t garantir à la fois un partage intelligent de ces ressources, et une préservation de leur qualité ainsi que de celle de l'eau douce garantissant leur production.

Potentiel d'expansion des terres arables, sans considération de questions liées à la conservation, aux ressources en eau et à d'autres problèmes environnementaux

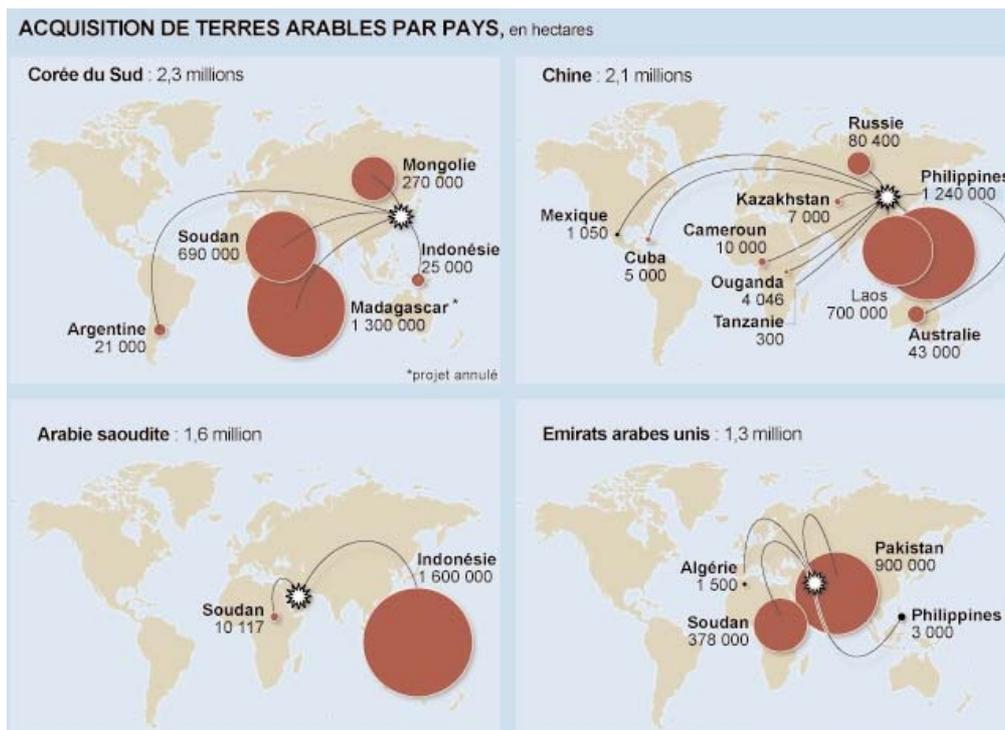


Source : FAO

Eviter la révolte hydro-alimentaire : un objectif (encore) à portée de main

Plutôt que la présence d'un lien entre eau douce et défis agricoles, on se retrouve ainsi aujourd'hui dans une situation dans laquelle le cercle hydraulique, tout en continuant à concentrer des enjeux sérieux à lui seul, n'impacte pas vraiment la quantité de produits agricoles disponibles à l'échelle de la planète. Bien au contraire, la situation des pays " du Nord " montre le plus souvent qu'abondance nuit ; côté " Sud ", les failles potentielles répondent à des déficits structurels, gestionnaires, parfois climatiques, mais en rien à des manques de main-d'œuvre et/ou de terres arables disponibles. Le continent africain, même s'il n'a pas le monopole de cette situation, en est la meilleure des représentations : il concentre à lui seul toute une stratégie de tentatives (de plus en plus abouties) d'acquisition de terres et/ou d'entrée dans le capital de certains groupes agricoles aux fins d'exploitation de son potentiel important en la matière.

Quelques exemples d'acquisition de terres arables par pays



Source : Grain.org, Wordlandgrab

Combattre les idées reçues s'avère ainsi important ; mais il ne justifie en rien de s'arrêter au seul stade du constat. Les " pays du Sud ", bien qu'ayant les moyens de se nourrir et de faire bénéficier le reste de la planète d'une partie de leurs surplus potentiels, en sont pourtant réduits à l'importation ; principalement en cause, les politiques de subvention aux pays du Nord qui rendent leurs propres productions bien moins compétitives, ainsi que le fréquent maintien de leurs moyen d'exploitation agricole dans des états primitifs. Les " pays du Nord ", quant à eux, ont tendance à s'interroger sur leurs propres dilemmes agricoles en entretenant l'espoir d'un recours à leurs propres productions doublé d'un approvisionnement au départ des pays du Sud. Or, une telle logique a, aujourd'hui plus que jamais, prouvé sa faillibilité. Les réflexions sur les enjeux de l'eau douce, sur l'impact de sa qualité sans cesse amenuisée sur l'état des terres et récoltes, ou encore sur le fait pour certaines cultures d'être plus gourmandes en eau que d'autres, est une chose ; le développement de politiques agricoles et gestionnaires pragmatiques et efficaces en est une autre. Les deux peuvent, et doivent, trouver matière à réconciliation, cela va de soi. Mais ce n'est pas en doublant l'inquiétant constat actuel (1 milliard de personnes souffrant de la faim dans le monde, et 2,6 milliards démunies ou entravées dans leurs accès à une eau potable et à un assainissement de base) de politiques inadéquates que les faits pourront avancer positivement. Si l'eau est vitale, les produits alimentaires ne sont pas moins des éléments participant de la qualité de vie de tout un chacun, et nécessitant tout aussi bien une attention soutenue. Or, à regarder les indicateurs actuels, force est de constater que l'on semble marquer un pas supplémentaire vers l'accroissement des risques de révoltes induits par les failles hydrauliques, agricoles, et in fine hydro-alimentaires contemporaines. Ce qui, indéniablement, constitue un indicateur de régression pour l'humanité, et un sérieux signal d'alarme pour les responsables et gestionnaires d'une planète et de sociétés dont les limites de viabilité et la tolérance ne s'accommoderont probablement plus très longtemps de se voir repoussées sans cesse.

Les solutions viables existent-elles ?

Trois impératifs, non exclusifs, semblent dès lors se présenter aujourd'hui. Le tout en sachant bien évidemment que croire en un consensus en la matière demeure, malheureusement, de l'ordre du vœu pieux à ce stade :

- L'encouragement par les instances intergouvernementales et les bailleurs de fonds internationaux, soutenus qu'ils seraient en cela par les gouvernements de la planète, d'une réforme de fond en comble des modalités d'exploitation agricole contemporaine ; cela pourrait

passer, outre une remise en cause radicale des politiques de subvention actuelles, par une réévaluation précise de la nature du potentiel agricole détenu par chacun des pays de la planète, et son remplacement dans des perspectives permettant une meilleure adéquation de l'offre et de la demande à l'international ;

- Un développement, de préférence par la FAO ou par une instance onusienne dédiée, de politiques, programmes et projets permettant aux pays producteurs les plus en difficulté de la planète d'occuper un maximum d'éléments de leur secteur primaire en tirant un profit maximal de leurs terres arables ; les terres mises en jachère se font de plus en plus rares en effet, d'autant plus que l'état du marché agricole international a poussé le plus souvent les paysans " du Sud " à se détourner de l'activité agricole. Or, les politiques macro-économiques exercées aujourd'hui encore ont eu leur responsabilité dans ce détournement de ces même populations d'un secteur ayant amplement perdu de sa compétitivité. Pourtant, en sensibilisant les employés du secteur primaire à la richesse de leurs terres, et en les accompagnant dans l'investissement de canaux d'exportation, il y aurait assurément là matière à participer d'un reflux des taux de chômage, tout en améliorant en parallèle les moyens pour une amélioration de la notion de sécurité alimentaire sur les plans local, national, régional et potentiellement international. Ce qui, bien évidemment, nécessite au préalable la refonte des politiques et objectifs poursuivis jusqu'ici, conformément à ce que nous évoquions dans notre premier point ;

- Et enfin, prendre et faire prendre conscience de ce que les logiques productivistes adoptées et suivies aujourd'hui encore, outre leurs conséquences néfastes sur le plan écologique, ont aussi eu tendance à étier la qualité des produits alimentaires présents sur les marchés, tout en marginalisant une main d'œuvre agricole potentielle désœuvrée par ailleurs faute de perspectives professionnelles autres. Le propos n'est évidemment pas ici de vouloir préconiser un schéma gestionnaire marxiste aux perspectives agricoles contemporaines, ni même de chercher à encourager les agriculteurs de la planète à troquer, pour ceux d'entre eux qui en détiennent, leurs tracteurs pour des bœufs et charrues. Cela étant dit, il va de soi que les logiques contemporaines, empruntes qu'elles sont d'aspects principalement socio-économiques, expriment incontestablement l'aberration qu'il y a à faire fi d'une catégorie de la population potentiellement exploitable, sous prétexte d'avancées technologiques. Ce alors qu'en parallèle, la qualité alimentaire va s'étiolant, et que la voie de l'avenir prônée par certains fait la part belle aux Organismes génétiquement modifiés (OGM). En lieu et place d'un tel schéma, il existe pourtant une voie autre, qui réside en l'exploitation d'un juste équilibre entre avancées technologiques et octroi d'un emploi et d'un savoir-faire à qui sait exploiter la terre.

Car, au final, la situation caractérisée par les récentes émeutes de la faim a puisé dans un renchérissement du prix des produits alimentaires, et non dans une raréfaction irrémédiable de la disponibilité de ceux-ci. Les situations de surplus prévalant au sein de certains pays de l'Union européenne montrent, pour leur part, que le potentiel demeure bel et bien présent, et suffisant à l'état brut. Reste à savoir, donc, si une voie réformatrice saura être trouvée dans les prochains mois afin d'éviter à la surchauffe socio-économique de se transformer, une fois encore, en inquiétant incendie. C'est peu dire que les orientations affichées pour l'instant ne favorisent en rien une possibilité pour les réformateurs de réussir à faire appliquer leurs préconisations. Mais, une fois encore, il est urgent d'agir de manière radicale, tant l'ensemble des indicateurs, structurels comme conjoncturels, sont clairement au rouge. ■

Ecoterrorisme et agroterrorisme : de nouvelles menaces pour le monde agricole et alimentaire ?

**Arnaud Camuset, responsable Veille de la Coopération agricole française,
Auditeur IHEDN en intelligence économique**

Les enjeux agricoles contemporains sont loin de se résumer aux seuls cas de l'alimentation des populations et du nécessaire développement de politiques gestionnaires adéquates. Une tendance très actuelle semble prendre place en effet dans le spectre de la contestation des politiques de certains groupes et Etats : celle du recours à des formes d'agroterrorisme et/ou d'écoterrorisme. Peu médiatisées en général, ces formes de recours à la violence ont pourtant motivé des évaluations et plans d'action au plus haut niveau, en France comme ailleurs dans le monde.

Veiller au respect du bien-être animal, dénoncer des pratiques d'élevage parfois abusives : tel est le rôle des associations de protection des animaux. Mais de là à prôner le végétalisme, ou à employer des méthodes à la limite de la légalité, il n'y a qu'un pas que certains groupuscules ont décidé de franchir. Ces derniers, qualifiés d'écoterroristes, souvent nés dans les pays anglo-saxons, commencent d'ailleurs à " essaimer " dans toute l'Europe, et même en Amérique latine.

Mais ces pratiques illégales peuvent également intervenir à une plus grande échelle, et viser les récoltes (en quantité ou en qualité) ou les élevages disponibles dans une région ou un pays, dans le but de provoquer des troubles sociaux ou d'infliger des pertes économiques. On parle alors d' " agroterrorisme ". Les produits finis peuvent aussi figurer parmi les cibles de ces attaques. Ainsi, pur fantasme, ou simple sujet livresque du point de vue de certains, il n'en demeure pas moins que plusieurs gouvernements prennent cette menace très au sérieux.

Quand l'écoterrorisme se développe en Europe

Ainsi, cet été, la Suisse s'est réveillée traumatisée. Non seulement elle a failli être inscrite sur les listes noires, puis grise, des paradis fiscaux établie par l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) et a été contrainte à faire certaines concessions concernant son sacro-saint secret bancaire du fait de menaces d'actions en justice émanant des Etats-Unis, mais elle a de plus été confrontée à une vague de violences " écologiques " sans précédent.

Depuis le début de l'année, en effet, les attaques contre Daniel Vasella, PDG du groupe Novartis, se sont multipliées. Le 3 août 2009, dans la commune de Bach (Autriche), son chalet de vacances, qui fait aussi office de pavillon de chasse, a été en partie ravagé par les flammes. Cet incendie faisait suite à la profanation de la tombe de ses parents à Coire (Suisse), pendant laquelle l'urne funéraire de sa mère avait été dérobée. Une autre sépulture familiale a également été vandalisée. Quelques semaines auparavant, la façade de l'église de Risch (Suisse), où le patron du groupe pharmaceutique suisse est domicilié, avait été recouverte de graffitis hostiles. Ces actions se sont même répercutées en France, avec l'incendie d'un centre sportif de Novartis à Saint-Louis (Haut-Rhin), en mai 2009.

A travers ces actions, les militants de la cause animale pointaient du doigt la collaboration de Novartis avec l'Anglais " Huntingdon Life Sciences " (HLS), premier laboratoire européen d'expérimentation animale, dénoncé à plusieurs reprises pour sa cruauté envers les bêtes. Bien que Novartis assure pour sa part ne plus collaborer avec HLS depuis plusieurs années, les " intimidations " se poursuivent. Déjà, en août 2007, la " Milice des droits des animaux " avait prétendu avoir introduit de l'eau oxygénée dans des solutions pour lentilles de contact. Et si ce n'était qu'un canular, il n'en avait pas moins provoqué le rappel de centaines de milliers de bouteilles.

L'année 2008 qui a marqué un tournant dans les activités des ultras de la cause animale, avec l'arrestation et la condamnation en Angleterre des leaders de la " Stop Huntingdon Animal Cruelty " (SHAC), ainsi que de nombreux activistes liés à cette campagne. Selon l'Office européen de police Europol, qui mentionne SHAC à plusieurs reprises dans son dernier rapport², ces arrestations auraient poussé les groupes extrémistes à délocaliser leurs activités sur le continent.

L'Autriche fait par ailleurs partie des pays européens touchés par ces actions violentes. Résultat : des dizaines de militants de la cause animale y ont été arrêtés aux printemps 2008 et 2009, dont plusieurs sont encore sous la menace d'un procès. C'est d'ailleurs la branche autrichienne du " Militant Forces Against Huntingdon Life Science " (MFAH) qui a revendiqué l'incendie du chalet de Daniel Vasella.

Le SHAC, proche de l'ALF

Dans les années 1970, on assiste à la formation de nombreux groupes et à l'organisation d'actions de protestation contre la souffrance des animaux. Si certains mouvements choisissent alors de manifester en toute légalité, d'autres groupes n'hésitent pas à s'en prendre directement aux " responsables ". Ainsi, à partir de 1976, apparaît " officiellement " en Angleterre, le mouvement " Animal Liberation Front " (ALF).

Le " credo " de ces groupes d'activistes écologiques se résume simplement : " la vie d'un animal équivaut à la vie d'un homme ", ils ont donc les mêmes " droits ". Leur " livre de chevet " consiste en Un éternel Treblinka, ouvrage écrit par Charles Patterson (Editions Calmann Levy), docteur de l'Université Columbia, qui soutient la thèse selon laquelle l'oppression des animaux sert de modèle à toute forme d'oppression. L'auteur va ainsi jusqu'à établir un parallèle entre la façon dont l'homme traite les animaux d'élevage et la façon dont il a traité ses congénères pendant la Shoah. On retrouve d'ailleurs cette évocation dans le film d'animation " Chicken run ", paru en 2000, qui s'efforçait de faire le parallèle entre élevages de volailles et camps de concentration³. Leur but : faire cesser toutes souffrances envers les animaux. Il s'agit ainsi de les délivrer de tout lieu où ils subissent des abus (élevages intensifs, laboratoires, etc.), si possible en causant le " maximum " de pertes financières aux " coupables ", afin de les obliger à fermer leur activité.

Aujourd'hui, l'ALF a essaimé dans toute l'Europe et ses méthodes se sont nettement radicalisées : attaque d'un laboratoire en Italie avec libération des animaux, bombe incendiaire aux Pays-Bas, etc. L'ALF a même marqué ses initiales au fer rouge sur le dos d'un journaliste britannique qui l'avait infiltré. Sa présence se fait également ressentir aux Etats-Unis⁴, où 70 actions directes ont été perpétrées en 2008, et au Mexique, où l'on a enregistré 150 actions l'an passé alors qu'il s'agissait de la toute première année où l'ALF se manifestait dans cette partie du globe.

Au niveau français, plusieurs actions violentes ont également été revendiquées⁵ depuis deux ans. Parmi celles-ci :

- l'incendie de la société Tecniplast (69) en avril 2007 ;
- le saccage d'un abattoir de volailles à Fontiers-Cabardès (11) en juin 2008 ;
- l'incendie des locaux des établissements Charles River (69) en juin 2008 ;
- l'incendie du marché au bétail d'Ussel (15) en mars 2009 ;
- le saccage d'un élevage de gibier et l'incendie de plusieurs véhicules⁶ (92) en mai 2009 ;
- et le saccage et la destruction de véhicules à L'Ecole Professionnelle de la Boucherie (75) en juillet 2009.

Le tout, sans compter de véritables harcèlements destinés à provoquer la fermeture des " cibles " visées : tags insultants, serrures engluées, vitrines brisées, messages d'intimidation (à l'encontre de boucheries, de fourreurs, des magasins de Cuir Center à Orgeval (Yvelines), etc.).

Face à ces attaques, la Fédération européenne des industriels et associations pharmaceutiques (Efpia) a organisé à la demande de ses membres en juillet 2008 à Bruxelles une réunion sur l'écoterrorisme en présence d'Europol. De son côté, le Gircor, association qui regroupe les laboratoires publics et privés français pour défendre la recherche basée sur l'expérimentation animale, a déclaré redouter une intensification des " commandos écolos " ⁷. D'autant plus que, selon certains experts, l'entrée en vigueur du règlement européen Reach (acronyme pour " Enregistrement, Evaluation, Autorisation et Restriction relatifs aux Substances Chimiques ") pourrait nécessiter vingt fois plus de tests animaux que prévu⁸.

De l'écoterrorisme à l'agroterrorisme...

Il convient alors de se poser une question importante : et si ces actions " ciblées " en venaient à être perpétrées à une plus grande échelle ? Non plus contre des entreprises, mais contre la production agricole elle-même (animale ou végétale), ou même contre un pays et ses symboles ? Serait-ce là un thème tout juste bon pour un auteur de science-fiction ou de thriller à succès ? Non, cela s'appelle tout simplement de " l'agroterrorisme " ⁹. Ce concept peut être défini comme " l'utilisation délibérée et malveillante de bioagresseurs (agents phytopathogènes ou insectes phytophages) par un individu, une organisation ou un État dans le but de provoquer des dommages aux plantes (cultures, arbres, denrées agricoles) ou d'affecter l'emploi qui pourrait en être fait (production, commercialisation, transformation, consommation) " ¹⁰.

Cela pourrait concerner par exemple la volonté d'un Etat d'attaquer les cultures vivrières d'un autre pays afin d'en diminuer les rendements et de provoquer une pénurie alimentaire pour l'affaiblir en prévision d'une intervention militaire. Les conséquences des crises phytosanitaires ont néanmoins évolué en Europe : le risque de pénurie alimentaire a laissé la place à un risque économique et financier. Ainsi pourrait être envisagée, par exemple, l'introduction d'un parasite qui n'affecterait pas les récoltes en quantité, mais plutôt en qualité. Ce qui aurait, dès lors, un impact sur la commercialisation des produits pouvant aller jusqu'à un éventuel embargo. Or, il n'y a pas que les productions végétales qui sont susceptibles d'être visées ici. L'éventualité de l'introduction malveillante d'un animal malade dans un troupeau, ou l'infection d'une seule bête, sachant que la maladie sera contagieuse, est tout aussi plausible. Il suffit de voir les conséquences de l'épidémie de fièvre aphteuse déclenchée au Royaume-Uni, due au départ à une simple erreur humaine dans un laboratoire.

Jusqu'à très récemment, peu de chercheurs s'étaient penchés sur la question de l'agroterrorisme qui, pourtant, est une manière d'agir très ancienne. Dans le passé, lors de conflits, on essayait d'empoisonner les réserves de nourriture du camp adverse pour obtenir un avantage au combat. Plus près de nous, Auguste Trillat, directeur du laboratoire de recherche chimique naval à l'origine du programme biologique français, conduisit en 1919 une inspection des usines pharmaceutiques allemandes pour le compte du gouvernement français, dans le cadre du suivi du Traité de Versailles. Il en revint persuadé à la fois de l'énorme potentiel des armes biologiques et de la certitude que les Allemands préparaient ces armes en secret. Il insista donc pour que la France étudie sans retard la mise au point de bombes biologiques aéro-largables¹¹. Ensuite, lors de la seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont cherché à faire des armes biologiques anti-cultures une partie intégrante de leur programme militaire. La France a également envisagé de cibler la culture de la pomme de terre allemande¹². Plus récemment, des inspections menées par des experts des Nations unies (CSNU) ont établi que l'Irak, pen-

dant son conflit contre l'Iran (1980-1988), avait testé et développé des recherches sur les champignons responsables du charbon du blé.

Depuis, la menace " alimentaire " s'est progressivement effacée au profit d'une menace internationale plus " économique " et " sociale ". Quelques États ont affirmé avoir été la cible d'attaques anti-cultures, notamment Cuba à l'encontre des États-Unis au sujet de l'utilisation de la rouille de la canne à sucre¹³. Ces allégations n'ont cependant jamais été confirmées. Plus récemment, une information émanant des services de renseignement américains a fait état de la découverte en 2002, dans des caves afghanes, de documents indiquant que l'organisation terroriste Al-Qaïda ciblerait l'agriculture américaine. Le tout sans oublier aussi que France Nature Environnement (FNE) a adressé au Premier ministre, le 1er décembre 2005, un courrier demandant " l'ouverture d'une enquête administrative qui permette d'éclaircir les modalités d'arrivée des chrysomèles du maïs en Europe, sans écarter l'hypothèse d'une introduction volontaire de ces insectes sur le territoire national (...) " ¹⁴.

Rappelons également que la lutte contre les cultures de plantes narcotiques à l'aide de champignons et de produits chimiques a fait l'objet de programmes de recherches internationaux financés par l'ONU et les États-Unis à la fin des années 1990. Les cibles présumées étaient respectivement des régions d'Amérique du Sud et d'Asie centrale contrôlées par des narcotrafiquants.

Au niveau mondial, les États-Unis ont beaucoup travaillé sur la question de l'agroterrorisme. Depuis les attentats contre le World Trade Center (2001) et l'épisode des enveloppes piégées à l'anthrax, de nombreux experts américains prennent ainsi la menace agroterroriste (anti-cultures et anti-bétail) très au sérieux.

Le FBI a même organisé deux symposiums internationaux consacrés à ce thème en 2005 et 2006, avec la participation active du ministère de l'agriculture (USDA) et du ministère de la santé (FDA). De même, le Canada, est en pointe sur ce thème de réflexion¹⁵. Ainsi, lors du symposium annuel organisé par le Centre des sciences pour la sécurité du 15 au 18 juin 2009 à Ottawa plusieurs communications ont concerné les projets de recherche coordonnés par l'Agence canadienne d'inspection des aliments ayant trait à l'agroterrorisme¹⁶. Par ailleurs, les autorités américaines ont adopté le " Bioterrorism Act ", une série de mesures relatives à la sécurité alimentaire. Cette loi, en vigueur depuis fin 2003, a été vécue par de nombreux exportateurs européens comme un frein à leur activité.

En Europe, la menace bio-terroriste semble plus diffuse qu'aux États-Unis, bien qu'il existe un Livre vert sur la menace biologique qui date de 2007¹⁷. Des crédits européens sont alloués à la recherche sur l'agroterrorisme, comme le montre le projet CropBioterror¹⁸. Financé dans le cadre du sixième Programme cadre de recherche et développement (PCRD) de 2005 à 2008, ce projet a été animé par un groupe de réflexion sur la biosécurité des cultures et l'agroterrorisme constitué de scientifiques de différents pays européens (Italie, France, Royaume-Uni et Allemagne), auxquels ont été associés Israël et les États-Unis. Il a permis d'élaborer une liste préliminaire de 50 agents pathogènes qui pourraient représenter une menace pour les cultures et les forêts européennes.

L'agroalimentaire également concerné...

Il n'y a cependant pas que la production agricole qui puisse être attaquée. L'aval de la filière (1e et 2e transformations, distribution) peut aussi constituer une cible. Depuis le milieu des années 1970, plusieurs groupes terroristes ont ainsi tenté ou menacé de contaminer les exportations alimentaires destinées à des consommateurs nord-américains et européens. Parmi les plus célèbres, citons l'altération d'agrumes provenant d'Israël au moyen de mercure liquide (1977) ou la découverte de traces de cyanure dans les raisins chiliens (1989)¹⁹. Un sujet qui n'est pas pris à la légère par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et son département Sécurité alimentaire, qui ont révisé en mai 2008 un document d'orientation²⁰ destiné aux gouvernements et aux industriels de l'agroalimentaire.

Au niveau français, à la demande du Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), un travail de réflexion a été conduit à partir de 2003 sur les risques de contamination de la chaîne alimentaire. Une mission a été confiée à ce titre au Conseil général vétérinaire par la Direction générale de l'alimentation (DGAL). L'étude²¹ a porté sur les agents biologiques et chimiques dangereux pour la santé publique et sur la vulnérabilité de la chaîne alimentaire. L'évaluation du risque pour la santé publique a été conduite par un groupe d'experts issus de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA), de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS), de l'Institut de veille sanitaire (InVS) et de l'Institut Pasteur.

Par ailleurs, les mesures entreprises contre les actions terroristes, criminelles ou malveillantes dans les entreprises agroalimentaires, relèvent d'une démarche volontaire. Afin d'aider ces dernières dans leurs démarches, un guide²² pour les professionnels de l'agroalimentaire a été élaboré au niveau interministériel. Les objectifs de ce dernier sont :

- de prévenir les intrusions d'individus étrangers, la malveillance de collaborateurs ou de partenaires, l'entrée de produits préalablement " altérés " ou dangereux, le détournement ou l'utilisation de produits toxiques normalement présents ;
- d'assurer le maintien de l'intégrité des produits (matières premières, produits intermédiaires et produits finis, emballages et conditionnements) ;
- de se donner la capacité de traiter rapidement toutes les alertes ou anomalies détectées.

Ce guide émet par ailleurs de nombreuses recommandations concernant la protection physique des accès, le contrôle des mouvements de personnes, véhicules, produits, le contrôle de la gestion des stocks, la sécurité informatique, etc.

Conclusion

Si les cas réels de contamination criminelle des aliments dans le monde restent relativement peu nombreux, le risque n'est pas à négliger. Outre le risque de contamination intentionnelle de denrées alimentaires à visée malveillante, criminelle ou terroriste, la découverte de mélamine dans plusieurs denrées chinoises, notamment du lait infantile, met par ailleurs en évidence un nouveau type de risques : celui de la contamination intentionnelle de denrées à des fins économiques. D'où la nécessité de ne pas négliger cette série d'enjeux qui ont valeur de défis pour les donnes agricole et écologique contemporaine. ■

- (1) Sept activistes, dont Gregg Avery, fondateur de SHAC, sont actuellement derrière les barreaux au Royaume-Uni, où ils purgent des peines allant de 4 à 11 ans de prison. Depuis 2004, plus de 124 militants ont été arrêtés en Grande-Bretagne.
- (2) http://www.europol.europa.eu/publications/EU_Terrorism_Situation_and_Trend_Report_TE-SAT/TE-SAT2009.pdf
- (3) L'Hebdo de Genève, 23/08/2009 : Interview de Ronnie Lee, premier écoterroriste de l'histoire, qui a passé plus de huit ans derrière les barreaux et qui " exige " la création d'un " tribunal de Nuremberg " pour les " crimes " contre les animaux.
- (4) Le FBI considère que l'écoterrorisme est une des menaces majeures pour les Etats-Unis : http://www.piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/Nouvel_ennemi_1_.pdf.
- (5) Au niveau mondial, les actions de l'ALF sont répertoriées sur le site web " bite back " (<http://www.directaction.info>).
- (6) Communiqué du CNPT (Chasse - Pêche - Nature - Traditions), 30/09/2009 : " ALF : Que fait la justice ? ".
- (7) Le Monde, 26/07/2008 : " Ces écoterroristes qui inquiètent l'Europe ".
- (8) Le Monde, 01/09/2009 : " Polémique sur l'expérimentation animale en Europe " - Les Echos, 05/10/2009 : " Comment se passer des animaux pour tester les produits chimiques ? ".
- (9) La différence entre " bioterrorisme " et " agroterrorisme " peut se résumer dans le fait que le premier concept vise les êtres humains eux-mêmes, au lieu de vouloir causer des dommages économiques et financiers.
- (10) " A methodology for assessing the risk posed by the deliberate and harmful use of plant pathogens in Europe ", Latxague E., Sache I., Pinon J., Andrivon D., Barbier M., Suffert F., 2007.
- (11) "Chimères dans le village planétaire - L'impact de la mondialisation sur le bioterrorisme", Mémoire de géopolitique du chef d'escadron Gaël MARCHAND dans le cadre du master " Relations internationales ", option " Politique internationale " de l'université PANTHEON-ASSAS (Paris II) et du séminaire " Influence du terrorisme sur la géopolitique " du Collège Interarmées de Défense, Mars 2007.
- (12) " Agroterrorisme : Enjeu stratégique ", Le M.A.G. Cultures n°64, septembre 2009 .
- (13) Frédéric Sufferta, Marc Barbier, Ivan Sachea, Emilie Latxagueb : " Biosécurité des cultures et agroterrorisme : une menace, des questions scientifiques et une opportunité : réactiver un dispositif d'épidémiologie ". Courrier de l'environnement de l'INRA n°56, décembre 2008
- (14) Ibidem
- (15) " Se préparer à l'agroterrorisme : le 11 septembre à la ferme ", Gazette Magazine de la Gendarmerie royale du Canada. Vol. 71, No.1, 2009.
- (16) " Création de collections, de bases de données d'ADN de référence et d'outils de détection pour contrer le bioterrorisme visant l'agriculture et la foresterie " : <http://www.css.drdc-rddc.gc.ca/crti/publications/symposium/2009/index-fra.asp>
- (17) Livre vert sur la préparation à la menace biologique : http://ec.europa.eu/food/resources/gp_bio_preparedness_fr.pdf
- (18) Colloque " European Crop Biosecurity Workshop ", organisé les 27 et 28 novembre 2007 à Paris.
- (19) " Le Terrorisme Agricole, une menace non négligeable " : <http://www.erta-tcrg.org/bacteriologie/bacterio5.htm>.
- (20) " Terrorist Threats to Food - Guidelines for Establishing and Strengthening Prevention and Response Systems " : <http://www.who.int/entity/foodsafety/publications/general/en/terrorist.pdf>
- (21) Évelyne Maillot : " Terrorisme et chaîne alimentaire ". Bulletin de l'Académie vétérinaire de France - Tome 162 - 2009.
- (22) " Guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes " : <http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/guide-recommandations-mai-2007.pdf>

Quand l'agriculture ne trouve pas de réponses à la hauteur des défis

**Retrouvez l'entretien avec Bruno Prépin,
délégué général d'Agro EDI Europe
et président de l'UN/CEFACT pour le secteur agricole et agroalimentaire**

**au lien suivant :
<http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article2131>**